

# ***l'Anti*capitaliste**

n°310 | 5 novembre 2015 — 1,20€

madaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**Racisme  
Chômage  
Logement  
Flics...**



## **DANS LES QUARTIERS LA VIOLENCE SOCIALE ÇA SUFFIT!**

### **Dossier**

**COP21: ce n'est pas  
une négociation,  
c'est un crime!**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

Impôt: c'est pas moi,  
c'est l'autre...

Page 2

### **PREMIER PLAN**

Israël Palestine: la population a  
peur mais soutient la répression

Page 2



### **ACTU INTERNATIONALE**

Turquie: tirer les leçons  
de la victoire d'Erdogan

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec René Gallissot  
sur l'affaire Ben Barka

Page 12



Par SANDRA DEMARCO

## Impôt: c'est pas moi, c'est l'autre...

Ça la fout mal, vraiment mal... Au moment où ce gouvernement n'a de cesse d'annoncer des baisses d'impôts pour les plus modestes en 2015 et pour les classes moyennes pour 2016, cette année les retraités les plus modestes se sont retrouvés imposables ou ont eu une augmentation sensible de leurs impôts locaux (taxe d'habitation et/ou taxe foncière). Mais rassurons-nous, ce n'était pas de la faute à Hollande mais à Sarkozy! Il est vrai qu'en 2008, au nom de la réduction des « niches fiscales » (ben voyons), le gouvernement Fillon-Sarkozy avait durci les conditions permettant de bénéficier d'une « demi-part » supplémentaire pour toutes celles et ceux qui avaient élevé seul un ou plusieurs enfants. La répercussion de cette réforme ne s'est pas tout de suite fait sentir puisqu'elle a été étalée dans le temps. 3 millions de foyers fiscaux ont donc été impactés par cette réforme, voyant disparaître cette « demi-part » supplémentaire, et 1,8 million d'entre eux sont devenus imposables à l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, c'est sur les impôts locaux que cette réforme a des répercussions.

Le gouvernement fait mine de découvrir le problème alors que depuis 2012, il est tout aussi responsable d'avoir maintenu cette réforme qui impacte les plus modestes, les plus âgés, et en particulier les femmes. Mais, par une annonce sur son compte twitter (!), Valls a trouvé la solution pour ne pas perdre trop d'électeurs ces prochaines semaines, annonçant pour toutes les personnes impactées par la perte de cette « demi-part » l'exonération totale de la taxe d'habitation et de la taxe foncière pour cette année et pour 2016.

Une nouvelle démonstration que, en termes de politique fiscale, ce gouvernement marche aux annonces, alors que depuis son arrivée au pouvoir Hollande n'a eu de cesse d'augmenter la défiance vis-à-vis de l'impôt, accentuant la dégressivité de l'impôt et augmentant les impôts indirects les plus injustes comme la TVA.

Une vraie réforme anticapitaliste serait de privilégier les impôts directs et la progressivité de l'impôt, de taxer réellement le capital mais aussi le patrimoine, de rendre la fiscalité compréhensible par toutes et tous, ce qui serait la condition d'un véritable débat démocratique sur la fiscalité, sans parler bien sûr d'une autre répartition des richesses...

## BIEN DIT

*Si vous pensez qu'un meurtre est en train d'être perpétré, alors vous devez vous lever et vous élever contre ça. Moi, je suis du côté de l'assassiné. Il faut appeler un meurtre un meurtre, et des meurtriers des meurtriers.*

Le réalisateur QUENTIN TARANTINO lors d'un rassemblement à New York le 24 octobre pour dénoncer la mort de plusieurs Noirs suite à des violences policières. En réaction, les syndicats de policiers ont appelé au boycott des films du réalisateur...

## À la Une

# Dans les quartiers, la violence sociale ça suffit!

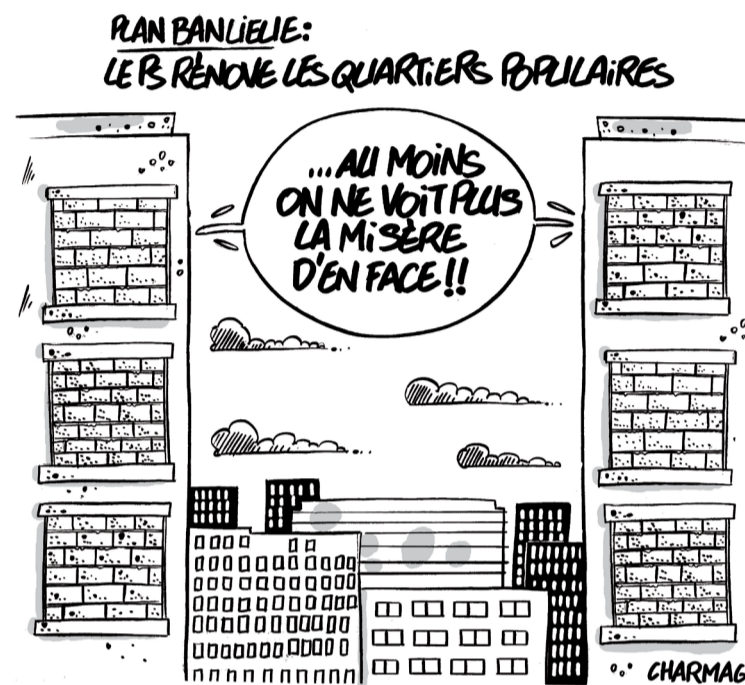
*Samedi 31 octobre, la Marche de la dignité et contre le racisme a réuni près de 10 000 personnes, en faisant le lien entre différentes luttes: antiracisme, anti-impérialisme, anti-sexisme, contre les violences policières...*

C'est un succès pour les organisatrices, le collectif MAFED, réunissant des personnalités et des militantes issues d'organisations de l'immigration et des quartiers populaires, avec Angela Davis comme figure de proue d'un large collectif de soutien, dont le NPA.

### Continuité et renouveau

Jusqu'aux années 1980, c'est d'abord sur les lieux de travail que l'on s'organisait pour résister au patronat, en y construisant sa conscience de classe. Mais le chômage et la précarité ont renvoyé des millions de travailleurEs chez eux, c'est à dire dans les quartiers populaires. En parallèle, le mouvement ouvrier traditionnel n'a pas su recréer les liens avec les populations et les militantEs de ces quartiers. Quant aux organisations antiracistes, elles ne sont jamais parvenues à favoriser l'auto-organisation des oppriméEs, quand elles ne l'ont pas freinée dans les décennies qui ont suivi la grande Marche pour l'égalité de 1983.

À l'automne 2005, la jeunesse des quartiers populaires choisit l'émeute comme forme d'expression



politique, en réponse à la violence subie par toute une population: violence policière continue, précarité, racisme, exclusion sociale... Dix ans plus tard, ces violences sont plus que jamais là, d'autant que l'État a renforcé discriminations et outils de répression tandis que la situation sociale se dégradait encore.

### Des discriminations spécifiques

Injustices et humiliations quotidiennes constituent une telle violence que celle-ci ne peut que se retourner contre celles et ceux qui la représentent: en premier lieu les flics, mais aussi les personnels de Pôle emploi, les enseignantEs, les personnels de transports en commun... Depuis les attentats du 11 septembre

2001, les discriminations et la répression ont pris une nouvelle dimension. La « lutte contre le terrorisme » est devenue l'alibi des attaques islamophobes et, au-delà, contre de nombreux droits démocratiques. Toute une série de lois discriminatoires et liberticides ont été mises en place. Elles n'ont aucunement été remises en cause par le PS, bien au contraire. De plus, les politiques de « rénovation urbaine », sous le prétexte de mixité sociale, dispersent et repoussent les classes populaires toujours plus loin des centres urbains. L'actuelle diminution drastique des subventions aux associations fragilise les cadres de solidarité existants. Le contrôle renforcé des chômeurEs, la criminalisation des militantEs, participent aussi à la montée des tensions.

### L'indispensable auto-organisation

Nombre de militantEs des quartiers ont compris l'urgence d'une auto-organisation des quartiers populaires et des personnes racisées, et tiré les bilans de l'instrumentalisation de la marche de 1983 par le PS et SOS-Racisme. Ainsi, les organisations MIB, PIR, FSQP, FUIQP... sont autant de tentatives de répondre à cette nécessité. De leur côté, la gauche et l'extrême gauche ont souvent montré de la méfiance vis-à-vis des « quartiers », parfois teintée d'islamophobie. Lors des émeutes de 2005, la réponse des organisations politiques et syndicales avait été dramatiquement faible. L'absence du PS ou du PCF, les positionnements de LO ou du mouvement syndical dans son ensemble, n'ont pas aidé à tisser des liens de confiance, à construire une conscience collective, une conscience de classe. Les réactions de certaines de ces organisations après l'attentat contre Charlie ont encore approfondi le fossé.

Il est donc essentiel pour les militantEs anticapitalistes de favoriser la construction d'un mouvement autonome, et de renforcer les liens entre celui-ci et le mouvement ouvrier traditionnel. Cela ne signifie ni absence de positionnements critiques ni effacement de la recherche de l'unité du prolétariat. Mais cela nous impose une certaine modestie face à des mouvements qui se construisent bien souvent sans nous.

Car la mobilisation massive du prolétariat pour le changement social ne pourra se faire sans ceux et celles qui en représentent une partie essentielle, souvent jeune, et la plus violemment frappée par les attaques de l'État et du patronat.

*Elsa Collonge et José Rostier*

## ISRAËL PALESTINE

# La population a peur... mais soutient la répression

*« Maintenant c'est à votre tour d'avoir peur ». C'est ce que me disait il y a quelques jours une jeune étudiante palestinienne de l'Université de Bethléem, ajoutant: « Si j'étais courageuse, moi aussi j'attaquerais un colon ou un soldat, mais je suis trop peureuse pour être prête à mourir »...*

Les attaques spontanées à l'arme blanche, couteau de cuisine ou tournevis, font émulation, et ce malgré le fait qu'elles soient devenues des opérations suicides, Netanyahu ayant donné l'ordre de tirer pour tuer sur quiconque attaquerait un Israélien. En appelant les citoyens à sortir armés, et à se servir de leurs armes sans hésiter, Netanyahu

veut donner l'impression qu'il a une réponse à ce nouveau type d'attaques, mais les résultats ne plaident pas en sa faveur. Que ce soit en Cisjordanie, à Jérusalem ou même sur le territoire israélien, les attentats se poursuivent et les forces de sécurité n'y peuvent rien, les jeunes, voire très jeunes, qui s'en prennent à des passants n'étant pas envoyés par des organisations.

L'attaque peut venir à n'importe quel moment et de n'importe où.

### Des discours menaçants, des actes répressifs

Les consignes du gouvernement ont créé un véritable Far West. Tout le monde tire sur tout le monde: des policiers ont déjà tiré sur d'autres policiers, des balles perdues ont blessé des passants israéliens, un immigrant

érythréen a été lynché à mort parce que des passants l'avaient pris pour un Arabe... Et la liste s'allonge chaque jour. La peur dont parlait cette étudiante est tangible: le soir, les rues sont vides, les centres commerciaux déserts, y compris à Tel Aviv pourtant éloignée de la ligne de feu, et même en plein jour, les échoppes du grand marché de Mahame Yehouda à Jérusalem ne font pas recette.

# Un monde à changer

**VOITURES PROPRES?** Les partisans de l'économie capitaliste de marché ont un mot d'ordre: la « concurrence libre et non faussée » est le meilleur système pour le consommateur qui choisit librement en fonction de la qualité et du prix des produits. On savait déjà que dans le domaine de la finance, ce n'était pas le cas: des centaines de milliers de familles ont ainsi été escroquées en Angleterre par des banques leur conseillant d'acheter des polices d'assurance inutiles; les banques ont fait le malheur des emprunteurs américains qui voulaient financer leur achat de logements; des particuliers ont eu de mauvaises surprises avec leur logement acheté sur plan... Mais il n'y a pas que la finance ou l'immobilier. Les industriels n'hésitent pas à répandre de fausses informations sur leurs produits, ceci pas seulement dans le tiers monde mais dans les pays capitalistes les plus développés où les mécanismes de contrôle sont supposés efficaces. Dans l'automobile, industrie sérieuse par excellence,

il y avait déjà l'affaire Volkswagen. Mais de nouvelles informations commencent à se répandre sur les véhicules électriques: leur autonomie réelle serait bien inférieure à celle qui est homologuée. Car comme pour les moteurs diesel ou essence, les tests sont effectués en laboratoire: la voiture roule... sur 11 kilomètres... sur un terrain favorable (peu de montée)... sans intégrer de climatisation ou d'éclairage... et avec une température clémente (entre 20 et 30 degrés). Ces mesures sont bien éloignées de la réalité si on roule sur un terrain un peu pentu, ou la nuit, ou en hiver, ou sous la canicule... « La voiture électrique n'est pas un paragon de vertu en matière de transparence », note ainsi un ingénieur. Cela sans même parler de l'origine de l'électricité utilisée (vous avez dit nucléaire?). Dans de telles conditions, où est la prétendue souveraineté du consommateur? Recherche du profit à tous les étages, telle est la réalité.

AIR FRANCE

## La direction a du plomb dans l'aile

**Les résultats du troisième trimestre du Groupe AF/KLM qui viennent d'être publiés arrivent au plus mauvais moment pour la direction.**

Car ces chiffres sont terme à terme contradictoires avec tout ce qu'essayent de nous faire croire les PDG d'Air France et du groupe, Gagey et De Juniac: le chiffre d'affaires est en hausse de 4,2%, soit 7,4 milliards sur le trimestre; le trafic est en hausse, + 3% sur les 9 premiers mois; le coefficient d'occupation des avions est en hausse, taux record de 88,6% cet été (bien au-dessus de Lufthansa...); et le résultat d'exploitation de 898 millions sur le trimestre est le meilleur réalisé depuis la création du groupe, en hausse de plus de 400 millions d'euros.

### À qui profite les gains ?

De Juniac est pris à contre-pied de son mensonge récurrent, « Air France va mourir si les salariés ne font pas des efforts »... Aussi tente-t-il aujourd'hui une nouvelle version: « Air France va bien... mais moins bien que les autres »! Les autres, c'est-à-dire Lufthansa, British Airways, etc. sans

oublier les fameuses compagnies du Golfe ou les low cost. Il faudrait donc que les salariés fassent de nouveaux efforts sur les salaires et le temps de travail, pour qu'AF/KLM passe de n°5 à n°3 mondial! Le problème est que les salariés voient bien qu'avec les gains de productivité déjà obtenus sur leur dos, leur salaire est bloqué depuis 2011, mais les profits s'envolent, ainsi que les salaires des plus hauts dirigeants. Ainsi une étude du cabinet Progexa vient de sortir: alors que toutes les catégories ont eu leur salaire bloqué, perdant de 1 à 3% de pouvoir d'achat, le salaire mensuel moyen du cercle des plus hauts dirigeants a lui augmenté entre 2012 et 2014 de 2790 euros, soit 9,6% d'augmentation pour des salaires annuels moyens de 380 000 euros!

De plus, dans une activité en pleine expansion, la perte de 9 200 emplois Air France depuis 2008 a été transformée en autant de contrats

### BÉNÉFICE RECORD POUR AIR FRANCE



sous-traités et précaires, avec une myriade de sociétés où le SMIC est la règle. La direction transfère aussi des lignes sur Transavia, où l'on vient d'apprendre que la direction du groupe cherchait à imposer des baisses de salaire à des hôtesses et stewards dont le salaire est aujourd'hui de 1512 euros brut, soit à peine 54 euros au-dessus du SMIC.

### Poursuivre le bras de fer

Les personnels Air France sont donc engagés dans l'épreuve de force

avec la direction d'Air France qui pour l'instant est toujours défendue bec et ongles par le gouvernement, Macron reprenant le discours de De Juniac... Seule nuance, il ne faudrait pas de licenciement sec! Mais ce discours ne tient même pas la route, car il n'y a plus de volontaires pour un plan de départ volontaire dans les escales de province, où le précédent plan qui proposait déjà 496 départs n'en a trouvé que 210. Où la direction va-t-elle aujourd'hui trouver d'autres candidats pour ces licenciements volontaires? Peut-être par du harcèlement et de la désespérance poussant au suicide (chez Air France, plusieurs cas de harcèlements et de suicides sur le lieu de travail ont eu lieu ces dernières années à l'informatique, au siège...). L'intersyndicale reste unie et appelle à poursuivre la mobilisation, s'engageant à refuser les négociations tant que les procédures judiciaires et disciplinaires ne seront pas arrêtées. Le jeudi 19 novembre, elle appelle à la grève et à un nouveau rassemblement à Roissy (93) devant le comité central d'entreprise, en prévision du tribunal du mercredi 2 décembre à Bobigny où nos camarades du cargo (fret aérien) passent en audience pour violences en réunion!

**Correspondants**

### Une minorité mobilisée pour la solidarité

L'extrême droite au gouvernement profite de la situation pour faire de nouvelles propositions et rédiger de nouveaux projets de loi liberticides, en particulier contre la minorité palestinienne et ses partis politiques, avec, une fois de plus, la députée Haneen Zoabi en ligne de mire. La vice-ministre des Affaires étrangères Tzipi Hotovely a décidé de parcourir le monde pour rappeler qu'il n'y a pas de Palestiniens et que Dieu a donné la Palestine au peuple juif, et à lui seul... Les mesures répressives ont le soutien de la grande majorité de la population israélienne, l'opposition du centre-gauche (« le Camp sioniste ») faisant même de la surenchère et critiquant le gouvernement qui ne serait pas assez ferme. Une centaine de morts palestiniens en un mois, ce n'est sans doute pas assez pour Yitzhak Herzog... S'il y a eu des manifestations qui appelaient le gouvernement à plus

de modération, la majorité de ce qui était, il y a 15 ans encore, le « mouvement de la paix » préfère dépenser son énergie à célébrer en masse le vingtième anniversaire de l'assassinat de Yitzhak Rabin... Cela plutôt que de se joindre aux

mobilisations combatives de la minorité palestinienne d'Israël qui, grâce à l'unité construite pendant la dernière campagne électorale, multiplie les actions de solidarité avec leurs sœurs et frères de Cisjordanie. **De Jérusalem, Michel Warschawski**



À Tel Aviv le 24 octobre, des milliers d'Israéliens lors d'une manif organisée par le mouvement La paix maintenant. DR

## Le chiffre 200

C'est, en dollars, à peu près le salaire minimum mensuel à Djakarta, capitale de l'Indonésie. Et il est encore plus bas dans les autres autres régions... Le système de revalorisation annuel vient d'être réformé afin d'exclure tout rôle syndical. Des travailleurs ont été arrêtés lors d'une manifestation de protestation ce 30 octobre. L'Indonésie fait partie des pays affichant les plus hauts taux d'inégalité de revenus au monde.



## Agenda

**Vendredi 6 novembre, réunion publique du NPA, Perpignan.** « Le capitalisme détruit la planète... Changeons le système, pas le climat! », avec Christine Poupin, à 19h 30 Salle des Libertés, 3 rue Pierre-Bartissol.

**Samedi 7 novembre, rencontre de la librairie La Brèche, Paris 12<sup>e</sup>.** Présentation du livre *La Révolution allemande 1918-1923* à 19h par Talat Ahmed, dirigeante du SWP et proche collaboratrice de Chris Harman.

**Samedi 7 novembre, initiatives contre la guerre, pour le climat, Louviers.** Rassemblement, repas et débat à partir de 11h. Plus d'infos: <http://www.npa2009.org/evenement/louviers-contre-la-guerre-et-pour-le-climat>

**Samedi 7 et dimanche 8 novembre, forum sur les livres et les luttes anticapitalistes, Poitiers.** Débat, projection, stands, concert. Plus d'infos: <http://www.npa86.org/spip.php?article3427>

**Lundi 9 novembre, initiatives sur Ben Barka, Strasbourg.** En présence de son fils, Bachir Ben Barka, à 14h exposition puis à 20h projection/débat, à la Maison des syndicats.

**Vendredi 13 novembre, réunion publique du NPA, Nantes.** « Changeons le système, pas le climat! », avec Christine Poupin, à 20h 30 salle de la Médiathèque, 24 quai de la Fosse.

## NO COMMENT

*S'il n'y a pas de race, il faut donc supprimer les subventions aux associations antiracistes.*

NADINE MORANO, en meeting le jeudi 29 octobre... à Béziers, ville dont Robert Ménard est maire!

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS Une capitulation honteusement revendiquée



Chut, plus un mot sur le droit de vote des étrangers... DR

S'exprimant sur le Bondy blog le 27 octobre, Manuel Valls vient définitivement d'enterrer l'idée d'un référendum sur le droit de vote des étrangers. Cinquantième engagement de la campagne présidentielle du candidat Hollande, l'abandon de cette promesse électorale est un message fort du gouvernement en direction des quartiers populaires et de nos concitoyens issus de l'immigration...

Ce samedi 31 octobre, les milliers de manifestantEs qui ont battu le pavé parisien pour la manifestation antiraciste la plus nombreuse de ces dernières années, avaient si peu d'illusions sur leur capacité à influencer la politique gouvernementale en matière d'immigration, qu'ils en avaient même oublié sur leurs banderoles de rappeler au PS l'engagement cinquante de la dernière campagne présidentielle. Conçu comme un « marqueur de gauche », le « J'accorderai le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans » de François Hollande en 2012 est passé aux oubliettes... après déjà 30 années de promesse non tenue. Il y a moins d'un an, dans son discours dit sur l'immigration, François Hollande invoquait la nécessité de rassembler 3/5 des votes au Parlement pour introduire une clause de révision de la Constitution. Il y affirmait encore être favorable à une telle loi, fustigeant au passage les discours qui instrumentalisent les peurs de dissolution de l'État, de ceux qui « rêvent d'une France en petit, d'une France en dépit ». En clair, ce n'est pas de ma faute, c'est celle de la « droite républicaine » qui ne me donnerait pas les moyens d'appliquer la politique que je souhaiterais...

### Une gauche faillie

À l'occasion du triste anniversaire des dix ans de la mort de Zyed et Bouna, Manuel Valls – qui dès 2012, quatre mois après l'accession des socialistes au pouvoir, affirmait que cette réforme « n'était pas une revendication forte des Français » – enfonçait le clou : « Je vous donne le résultat [d'un référendum sur le droit de vote des étrangers], massivement contre, et nous allons exacerber les tensions autour de cette question. (...) Hors de question de laisser le FN gagner la région ». Tout est dit : la meilleure façon de combattre le Front national... c'est de ne pas s'opposer à lui ! Paniqué par la perspective de perdre des régions y compris au profit du F Haine, le Parti socialiste ne sait plus comment masquer sa faillite morale, économique, sociale et politique. Le pitoyable fiasco du « référendum du peuple de gauche » organisé par Cambadélis il y a quelques semaines n'aura pas plus convaincu notre camp social que la manœuvre électorale du remboursement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière pour les retraités les plus défavorisés qui vient d'être annoncée.

Combattre le Front national passe par une tout autre politique : la reconquête de l'hégémonie par une vraie gauche de combat qui tiendra ses engagements, qui défendra avec détermination l'égalité des droits, le rétablissement des acquis sociaux, la lutte déterminée contre le racisme et le fascisme.

Alain Pajolat

## CHÔMAGE Derrière les discours officiels

Le chiffre commenté sur tous les médias – et qui a baissé en septembre (de 0,7%...) – est le nombre de chômeurs inscrits dans la catégorie A. À écouter ce gouvernement, c'est le début de l'inversion de la courbe... Il est d'abord évident qu'une baisse de 23 800 personnes par rapport à 3 547 800 ne change évidemment pas la situation sociale en France. De plus, ne font partie de cette catégorie A que les chômeurs qui n'ont pas du tout travaillé. Ainsi, si le conseiller Pôle emploi vous a proposé un stage plus ou moins utile, si vous vous êtes démené pour trouver quelques heures de travail par semaine, si vous êtes sur un contrat aidé dont la fin se rapproche, si vous êtes enceinte... Dans toutes ces situations, vous vous considérez comme au chômage, vous aimeriez bien trouver un travail, et d'ailleurs vous en cherchez un... Mais vous n'êtes pas dans la catégorie A mais dans une autre moins visible ! Ainsi, plus de 1,7 million de personnes cherchent du travail, mais sont selon le vocabulaire officiel en « activité réduite » : elles sont donc comptées en catégories B ou C. Les A plus les B plus les C, cela fait 5 422 700 personnes fin septembre... et leur nombre, lui, a augmenté. Et avec les catégories D et E qui regroupent les personnes non immédiatement disponibles pour travailler (stagiaires, malades, enceintes), on arrive à 6 111 300 personnes !

### Toujours plus de précaires

En avril 2012, avant que François Hollande ne gagne la présidentielle, il y avait près de cinq millions (4 925 800) de chômeurs, toutes catégories réunies. Soit en l'espace de trois ans, une augmentation de plus d'un million en trois ans (1 185 500). Voici donc la France réelle en septembre 2015 : plus de six millions d'hommes et de femmes sur la touche, sans emploi

François Hollande a fait de « l'inversion de la courbe du chômage » le signe qui justifierait qu'il se représente à la présidentielle. Dès lors tout est bon pour habiller de rose la réalité.

LES MAGICIENS DU PS FONT  
BAISSER LES CHIFFRES DU CHÔMAGE

...T'OUBLIERAS PAS DE RENDRE  
LE CHAPEAU AU MEDEF...



ou vivotant dans la précarité du sous-emploi, du temps partiel subi, de l'intérim.

Sous cet angle, il est particulièrement intéressant de regarder l'évolution des seules personnes disponibles immédiatement pour un emploi (A+B+C). Que s'est-il en fait passé en septembre ? Le nombre des chômeurs totaux a légèrement baissé et celui des précaires (qui ont une « activité réduite » et cherchent autre chose) a augmenté d'environ 1,3% ! Et c'est la tendance essentielle : sur un an (entre septembre 2014 et septembre

2015), le nombre des A a augmenté de 3,1% (y compris la légère baisse de septembre 2015) et celui des B et C d'environ 10%. On verra en octobre comment évoluera le nombre des personnes en catégorie A mais une chose est sûre : avec Hollande-Valls, le nombre des précaires explose ! Cependant, Manuel Valls y est quand même allé de son couplet de victoire : « C'est le résultat de la conjoncture que tout le monde connaît, c'est le résultat des réformes que nous avons engagées et cela doit nous amener à poursuivre », a

déclaré le Premier ministre. Le cap est donc maintenu : après le Pacte de responsabilité – 40 milliards d'euros de baisses d'impôts et de cotisations employeurs qui gonflent les marges des entreprises mais pas leurs effectifs – et la loi Macron, en route donc vers un nouveau code du travail allégé pour plus de flexibilité et de précarisation du marché.

### Tous touchés !

Autres éclairages, l'âge et la durée du chômage. Le gouvernement se prévaut avant tout de la baisse du chômage des moins de 25 ans, cible de nombreux dispositifs « aidés » (emplois d'avenir, garantie jeunes, contrats de génération, relance de l'apprentissage). Il est exact que le nombre de jeunes chômeurs de catégorie A a régressé de 2,6% en septembre (et de 2,7% sur un an). Mais du côté des jeunes B et C (activités réduites), l'augmentation est de 9,7% en un an. C'est clair, la précarité des jeunes progresse. Et du côté des 50 ans et plus, le chômage augmente dans toutes les catégories ! Enfin, le chômage de longue et de très longue durée n'en finit pas de progresser : 44,8% des chômeurs le sont depuis plus d'un an, et cela concerne en premier lieu les plus de 50 ans !

Les salariéEs savent bien que la perte d'un emploi après un certain âge signifie une forte probabilité de chômage, alors que l'horizon de la retraite est repoussé. Perdre son emploi, c'est bien plus que de perdre sa chemise : ceux pour qui les salariéEs ne sont que des pions et pour qui les chômeurs ne sont que des chiffres que l'on évoque le plus abstraitement possible, feraient bien de s'en souvenir.

Henri Wilno

## RÉGIONALES « Ni-ni », « et-et », les petits jeux de la droite et du PS

Alors qu'un sondage pour les régionales donne le FN et la droite (LR-UDI-Modem) au coude-à-coude, à 28% et 27%, le PS, en déroute à 21%, cherche désespérément à reprendre la main.

pas évoquée, et seule une Bérézina des deux pourrait les y contraindre. Hollande, Valls et Cambadélis se retrouvent piégés par leur propre politique et au final Valls « donne rendez-vous le soir du premier tour. Nous ferons l'addition des scores des listes de gauche, parce qu'elles vont devoir fusionner. Et à partir de là, on verra quelle est la stratégie. » Quelle stratégie... Du « et-et », on passe au « ou-ou » !

### Les faire-valoir du FN

Marine Le Pen fait son beurre de ces faux débats dont elle est le centre : « cela fait des années que je vois l'UMP venir en soutien du PS. À toutes les législatives, ils ont appelé à voter PS ! C'est l'UMPS dans toute sa splendeur. » Marion Maréchal Le Pen joue l'indignation devant « ce genre de propos, parce que j'estime que ce n'est pas au Premier ministre de la France d'estimer qui a le droit ou non d'accéder à ce type de mandat. [...] Manuel Valls devrait plutôt se concentrer à essayer de régler les problèmes qui



Cambadélis en mode brillant stratégie... DR

font qu'aujourd'hui ils ne sont plus crédibles ». Elle n'oublie pas au passage de tendre la main à droite, où « il y a des personnalités dont je me sens plus proche. [...] Sans trahir un secret, des gens comme Henri Guaino, par exemple, correspondent plus à mon courant de pensée, Jacques Myard, M. Lellouche. [...] Ça ne me paraît pas insurmontable ».

En agitant le hochet du front républicain, Valls et ses amis servent une

fois de plus de faire valoir au FN qui joue des confusions et contradictions au sein de son ennemi préféré, l'UMPS.

La seule force capable de barrer la route à l'extrême droite est le monde du travail, en se mobilisant pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive du gouvernement et du patronat comme à la montée des idées réactionnaires et xénophobes.

Yvan Lemaître

## TURQUIE Tirer les leçons de la victoire d'Erdogan

Les élections législatives du 1<sup>er</sup> novembre, jugées décisives au niveau de la consolidation ou de l'affaiblissement du régime d'Erdogan, se sont soldées par une victoire inattendue et impressionnante du Parti de la justice et du développement (AKP).

Il y a tout juste cinq mois, à la suite des élections du 7 juin, nous faisons état du résultat exceptionnel de 13% obtenu par le HDP, lui permettant de dépasser la barrière des 10% et d'accéder au Parlement avec 80 députés. Le déclin des voix de l'AKP (de 50% en 2001 à 40,8%) était interprété comme une désapprobation des tendances autoritaires d'Erdogan et de son parti, de son discours visant à polariser la société et des affaires de corruption. Nous pensions que ce pouvait être un « commencement de la fin » pour l'AKP. Eh bien, malheureusement, non !

### Pour l'AKP, le plein des voix... et d'autoritarisme

Mécontent des résultats de juin, le président de la République Erdogan avait par la suite imposé des élections anticipées et empêché la formation d'un gouvernement de coalition. Au cours de ces cinq mois marqués par la reprise de la guerre contre les Kurdes, des blocus de villes kurdes, des pogroms, par des massacres d'activistes anti-guerre, par une répression inouïe envers la presse oppositionnelle, l'AKP a réussi à regagner les voix qu'il avait perdues, gagnant haut la main ces nouvelles élections, où il a obtenu 49,4%. Ainsi, avec ses 316 députés (contre 258 précédemment) sur 550 au total, l'AKP est en position de reformer, pour la quatrième fois depuis 2002, un gouvernement tout seul. Cette hausse des voix de l'AKP provient en grande partie de l'extrême droite. En effet, le MHP essuie une perte de 4,3%, obtenant 11,9%. Cela constitue son pire résultat depuis les élections de 2002, où il était resté en dessous de la barrière des 10%. Une partie de l'électorat nationaliste-conservateur avait préféré voter pour le MHP le 7 juin dernier afin d'exprimer son opposition aux négociations avec



Erdogan victorieux, la violence sociale peut continuer... DR.

le leader du PKK Abdullah Öcalan dirigées par Erdogan (et menées par les services de renseignement turcs qui lui sont inféodés), ce qui avait permis au parti d'obtenir 16,3%. Le niveau de violence infligée par l'État au peuple kurde a dû probablement être suffisamment convaincant pour qu'une part significative de l'électorat d'extrême droite (1,8 million de voix) rejoigne l'AKP... Le leader du MHP Devlet Bahçeli avait misé sur une politique d'opposition absolue à l'AKP, en refusant par exemple de former un gouvernement de coalition avec ce dernier, ce qui lui aurait permis d'accéder au pouvoir et d'avoir sa part du gâteau dans l'appareil d'État qui se

trouve totalement sous la domination de l'AKP. C'est ce choix tactique de la direction du MHP qui a aussi dû être sanctionné en provoquant une faillite indiscutable du parti.

### Préparer une nouvelle période de résistance

Malgré l'attente d'une hausse de ses voix, le Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), premier parti d'opposition, a quasiment stagné, obtenant 25,4% contre 24,9% aux élections de juin. Avec ses 134 députés, le CHP maintient sa position de deuxième parti dans le Parlement. Les résultats du HDP, parti réformiste de gauche issu du mouvement

kurde et soutenu par la majorité de l'extrême gauche, sont pour le moins décevants. En chutant de 13,1% à 10,8%, le HDP a ainsi perdu un million de voix, en grande partie au profit de l'AKP, et obtenu 59 députés contre 80 en juin. Le parti s'attendait à subir une petite perte de voix provenant de secteurs républicains de gauche qui avaient voté pour lui en juin afin qu'il dépasse les 10%, perte qu'il pensait compenser avec une hausse des voix venant des régions kurdes en réaction à la répression de l'État et la reprise de la guerre. Toutefois l'atmosphère de guerre civile, les actions du PKK, les déclarations d'autonomie (« d'autogestion ») dans les villes et quartiers kurdes, ont profité à l'AKP. Les critiques exprimées par le HDP au PKK n'ont pas été jugées suffisantes par cette partie de l'électorat kurde, et le désir de mettre fin aux conflits a ainsi trouvé son expression déformée dans un vote pour l'AKP.

Un gouvernement de l'AKP sans coalition a ainsi été jugé comme étant la solution à un besoin de « stabilité », face à la crise économique, aux conflits armés, aux attentats meurtriers. La gauche et le mouvement kurde doivent en tirer les leçons pour entreprendre une réorganisation des forces démocratiques et se préparer à une nouvelle période de résistance contre un État encore plus fort, encore plus autoritaire et violent.

**D'Istanbul, Uraz Aydin**



Deux puissances en chien de faïence... DR.

## CHINE-USA La tension monte d'un cran

À l'approche d'échéances politiques régionales, Washington a décidé de réagir à l'emprise croissante de Pékin en mer de Chine. La spirale de la militarisation se poursuit

Pour la première fois depuis 2012, le 26 octobre dernier, des navires de guerre US ont pénétré au sein de l'archipel des Spratleys dans la zone des douze milles marins autour d'îlots créés par Pékin. Cet archipel est revendiqué en tout ou partie par les Philippines, la Malaisie, le Vietnam, Brunei et la Chine. Appliquant la politique du fait accompli, cette dernière a construit, depuis 2014, des îles artificielles en utilisant des bateaux pompant les sédiments. Des installations et pistes d'atterrissage sont en train d'être établies dans l'archipel, comme dans d'autres « points chauds » de l'espace maritime qui s'étend du sud-est au nord-est de l'Asie, soit de la Malaisie et de l'Indonésie au Japon et à la Corée. Après avoir été pris de court par les initiatives chinoises, Washington semble donc avoir décidé de commencer à réagir. L'enjeu est considérable : ce couloir maritime est l'un des plus fréquentés du monde, utilisé notamment pour les transports pétroliers entre le Moyen-Orient et le Japon. Pékin revendique sa souveraineté sur l'essentiel de cette zone stratégique, considérée par les autres pays comme un espace de libre circulation internationale, sur mer ou dans l'air. L'impérialisme étatsunien doit réaffirmer sa présence, alors que ses deux alliés les plus proches dans la région se trouvent en première ligne de conflits territoriaux aigus.

C'est le cas du Japon, dont le Premier ministre Abe accélère la militarisation, et aussi des Philippines, qui fut l'une des rares colonies directes des États-Unis : cinquante ans de colonisation US conclus par une indépendance octroyée en 1946 et préalablement planifiée, ont créés des liens très étroits entre les classes dominantes des deux pays – bien plus que les trois siècles et demi précédents de domination espagnole qui, malgré une profonde empreinte socioculturelle, ont fait de l'archipel philippin l'Asie latine.

### Nouvelle étape

Pendant longtemps, les Philippines ont abrité de très importantes bases militaires US et aujourd'hui encore, la marine étatsunienne peut utiliser les ports philippins, comme les services secrets peuvent librement surveiller (notamment de Mindanao) l'archipel indonésien.

Actuellement, les principales bases militaires US se trouvent au Japon (en particulier à Okinawa) et en Corée du Sud. Or, ce dernier pays est aujourd'hui courtisé par Pékin dont l'influence économique grandit, ici comme dans toute la région. En témoigne la présence à Pékin de la présidente sud-coréenne, Park Geun-hie, lors la grande parade militaire du 3 septembre pour le soixante-dixième anniversaire de la résistance contre l'invasion japonaise – alors que Tokyo, Washington, la plupart des capitales européennes et une bonne partie des pays d'Asie du Sud-Est boudaient l'événement, absents ou ostensiblement « sous-représentés ».

Depuis plusieurs années, Washington n'a eu de cesse d'annoncer son « recentrage » sur la zone Asie-Pacifique. Plus facile à dire qu'à faire, alors que ses forces doivent aussi rester déployées au Moyen-Orient et en Afrique où elles s'enlisent. Mais des échéances politiques s'imposent, comme la réunion prochaine d'un sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) et du forum annuel de la Coopération économique en Asie-Pacifique (APEC). Nous entrons probablement dans une étape nouvelle du face à face sino-étatsunien.

**Pierre Rousset**

## SYRIE Discussions entre puissances, souffrances du peuple

Vendredi 30 octobre s'est réunie une conférence internationale des puissances mondiales et régionales qui considèrent avoir leur mot à dire sur la situation en Syrie. Elles ont parlé de paix... mais leurs actes continuent d'enfoncer le peuple syrien dans un enfer qui nie ses droits élémentaires.

« Les participants » – États-Unis, Russie, Chine, UE, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Égypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Turquie, Émirats arabes unis ainsi que l'ONU – ont tenu pendant huit heures « une discussion franche et constructive » dans le but de mettre fin à la violence en Syrie. Dans un communiqué commun, ils se sont félicités qu'au-delà de divergences importantes, ils ont atteint une « compréhension mutuelle » pour protéger l'intégrité territoriale de la Syrie, les institutions de son État, les droits de tous les Syriens quelles que soient leurs origines.

Ils se sont engagés à accélérer les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre et permettre l'accès le plus large à l'aide humanitaire. Dans le même mouvement, il s'agit de vaincre Daech, le tout pour permettre un processus démocratique d'élections et de nouvelle Constitution rassemblant les composantes syriennes « non sectaires » sous l'égide de l'ONU. Pour mettre en place ce processus politique, l'ONU doit convoquer les représentants du gouvernement et de l'opposition politique syrienne. Les ministres des pays représentés continuent à travailler sur les points restant divergents – dont la question

du départ d'Assad – et vont se voir dans quinze jours, en principe pour avancer sur un cessez-le-feu concret. Et tous d'assurer la main sur le cœur que le processus doit rester entre les mains des Syriens !

### L'offensive russe

Les populations syriennes – révoltées contre l'absolutisme, écrasées sous les bombes, déplacées dans des conditions terribles – ne peuvent que constater l'abîme entre ces pré-occupations et la réalité nue : une détermination absolue du clan de Bachar el-Assad à rester au pouvoir par les moyens les plus atroces, avec l'aide des régimes de la Russie et de l'Iran.

Face à cela, restent des « amis » moyen-orientaux et occidentaux qui n'ont permis qu'aux plus obscurantistes des opposants de développer leurs forces militaires et de les retourner contre les populations ; des « amis » qui n'aident que de façon dérisoire les réfugiés ; et des pompiers pyromanes dont les « frappes aériennes » ont servi à Poutine pour justifier son offensive actuelle pour sauver le régime.

Après un mois de cette offensive menée avec les forces d'Assad, de l'Iran et du Hezbollah, il apparaît que les principaux visés ne sont pas les troupes de Daech, mais les forces



A Douma, près de Damas, le 25 octobre, la vie malgré tout DR.

du soulèvement syrien dans toutes ses composantes, et les populations civiles. Les bombardements russes ont eu lieu dans 10 des 14 régions syriennes, ont fait plus de 600 morts et des milliers de blessés graves dont de nombreux enfants, ont visé au moins 12 hôpitaux, de nombreux autres bâtiments civils et des marchés à l'heure d'affluence, et ont provoqué de nouveau la fuite de plus de 100 000 habitants. Grand organisateur de l'écrasement de la Tchétchénie entre 1994 et 2004, Poutine donne une leçon à Assad (comme aux États-Unis qui ont déjà exercé leurs talents particuliers en Afghanistan et en Irak),

tout en cherchant un accord avec les deux. Mais, malgré la disproportion des forces, cette offensive semble rencontrer quelques difficultés sur le terrain.

Par ailleurs, s'il s'avère que le crash dans le Sinaï d'un Airbus A321 d'une compagnie charter russe reliant Charm el-Cheikh à Saint-Petersbourg – crash qui a provoqué la mort de 224 personnes – est dû à un attentat, le soutien de la population russe pourrait être remis en question.

Mais quelle que soit l'évolution de la situation, le peuple syrien a besoin de notre soutien.

**Jacques Babel**

# COP21



**Ce n'est pas une négociation, c'est un crime !**

Dossier réalisé par la commission nationale écologie

## FAUSSES SOLUTIONS ET VRAIS RECULS

La COP21 va s'ouvrir dans un mois. Cette 21<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le changement climatique n'est pas, contrairement à ce qu'on nous répète, une négociation pour limiter le réchauffement climatique et ses conséquences...

Ce n'est pas une négociation parce qu'il ne s'agit que d'enregistrer les déclarations de prévision de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les « contributions prévues déterminées au niveau national » (INDC en anglais) ne sont en rien des engagements, mais, comme leur nom l'indique, des contributions déterminées et annoncées par chaque pays, sans discussion possible ni prévue, sans mécanisme de révision ni rétorsion en cas de non-respect. Simples annonces donc, elles sont déjà très insuffisantes. La somme des « promesses », si elles étaient tenues, aboutirait à un réchauffement moyen autour de 3 °C dans le meilleur des cas. On est loin des 2 °C officiellement visés, et plus encore des 1,5 °C qui seraient nécessaires, en particulier pour les populations les plus vulnérables confrontées pour certaines à la montée des océans et aux inondations, pour d'autres aux terribles sécheresses et aux famines qui les accompagnent, et pour toutes à des conséquences dramatiques sur leur santé et leur vie.

La COP21 n'aboutira pas à limiter le réchauffement, elle ne prendra même pas la peine de limiter ses conséquences en soutenant les pays et les populations les plus démunis, ou en reconnaissant un véritable statut de réfugiés pour les victimes climatiques. Rien de tout cela n'est au programme.

### Les 2°C, ils s'en moquent !

Prendre au sérieux cette limite imposerait de laisser sous terre les 4/5 des réserves connues de charbon, gaz et pétrole. Or les énergies fossiles ne sont même pas mentionnées dans le projet d'accord.

Pire, le 21 septembre dernier, Ségolène Royal et Emmanuel

Macron ont accordé trois nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux – Champfolie (Seine-et-Marne), Herbsheim (Bas-Rhin) et Estheria (Marne) – et ils ont décidé d'en prolonger deux autres jusqu'à fin 2018 – Bleue Lorraine (Moselle) et Juan de Nova (« les terres australes et antarctiques françaises »). Ces permis de recherche visent officiellement des pétrole et gaz conventionnels, mais également non conventionnels, cela malgré la loi d'interdiction de la fracturation hydraulique ! Et Manuel Valls d'annoncer le début des travaux de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Les actes valent plus que tous les discours...

### Le sommet des affaires et du crime climatique !

La COP21 est inutile pour le climat... mais pas inutile pour tout le monde ! Ce n'est pas une conférence pour le climat, c'est une concentration des plus grands pollueurs. À voir les vautours capitalistes qui s'agitent autour, on comprend qu'il y ont beaucoup à gagner. Toutes les fausses solutions, pire que le mal, sont taillées sur mesure par et pour les intérêts des groupes industriels et financiers : géo-ingénierie, agro-carburants, capture-séquestration baptisée « charbon propre »... et même le nucléaire !

La formulation « émissions nettes zéro » retenue par le projet de texte encourage la compensation carbone à une échelle globale et massive, cela au lieu d'exiger des réductions d'émissions réelles. Cette compensation pourrait mobiliser des milliards d'hectares de forêts et de terres arables pour stocker le carbone issu des émissions de gaz à effet de serre qui ne seraient pas éliminées. Excluant les communautés de leurs forêts considérées comme

puits de carbone, le système REDD (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts) s'apparente dans bien des cas à un véritable colonialisme du carbone. Les capitalistes font ainsi coup double : continuer le plus longtemps possible à faire du profit avec les énergies fossiles, et étendre toujours plus la logique de marché à tous les cycles et fonctions de la planète dans lequel ils peuvent s'insinuer.

### CLIMAT: LE GO

UN ARBRE ARRACHÉ...



## JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE: SAUVONS-NOUS NOUS-MÊMES!

Face à la gravité et à l'extrême urgence de la situation, envisager la mobilisation comme une simple manifestation pour « peser sur les négociations » et « se faire entendre des gouvernants » ou, autre version, « dénoncer l'impasse et des dangers du capitalisme » et « témoigner de la radicalité et de la justesse de nos réponses » ne serait pas à la hauteur.

Le week-end des 28-29 novembre, nous commencerons par réussir les « marches pour le climat » ou « marches pour la justice climatique » qui se tiendront dans les différentes capitales du monde et dans les villes françaises : Rennes, Lyon, Chambéry, Rouen, Limoges, Caen... le samedi 28, et Paris, Lille, Strasbourg, Marseille, Bordeaux... le dimanche 29.

### Montrer notre force et notre détermination

Certains des organisateurs s'accrochent, avec plus ou moins d'illusions, à l'idée de faire pression sur la conférence avant son

ouverture. C'est une marque de fabrique de la Coalition climat qui s'est mise en place pour coordonner les mobilisations que de chercher à réunir toutes les forces, des ONG environnementalistes aux syndicats, des groupes de foi aux organisations syndicales, des associations de solidarité internationale aux altermondialistes, féministes et scientifiques, Alternatiba, celles et ceux qui combattent le nucléaire, les gaz de schiste et les différents projets destructeurs à Bure ou à Notre-Dame-des-Landes (qui organisent un convoi des luttes de territoire arrivant le 28 à Paris)... Sous la pression des

syndicats, les partis ne sont pas en tant que tels membres de la coalition. Cela n'empêchera pas les anticapitalistes de mobiliser, de se mobiliser et d'être massivement présents. L'ébullition militante se poursuivra pendant les deux semaines qui suivront ce premier week-end. Les 5 et 6 décembre, à Montreuil (93), le Sommet citoyen pour le climat rassemblera le Climat Forum : conférences, débats, expositions, Village mondial des alternatives, ainsi qu'un Marché paysan organisé par la Confédération paysanne. Puis du 7 au 11 décembre, la Zone d'action pour le climat occupera le

Centquatre (5 rue Curial, Paris 19<sup>e</sup>), un lieu ouvert d'information, avec aussi une AG quotidienne pour préparer des actions concrètes... Enfin le 12 décembre, l'ambition est d'organiser la plus grande action de masse pour la justice climatique à Paris, une mobilisation nationale et internationale avec des participations collectives et unitaires en provenances des régions et pays. Différentes formes d'action sont prévues pour permettre à toutes les forces d'y trouver leur place : rassemblement de masse à partir de 12 heures et actions dites de « désobéissance civile », avec en particulier la perspective

d'encercler le Bourget (93) au moment où s'y clôturera la COP.

### Le jour d'après

Que l'on ait mis ou non des espoirs dans la COP, au-delà du slogan « retrouvons-nous pour avoir le dernier mot ! », l'enjeu sera de poser les jalons d'un mouvement de masse durable pour la justice climatique. Pas question de se retrouver, comme après Copenhague en 2009, écrasés par la déception. Notre référence est plutôt Seattle, le 30 novembre 1999, l'acte de naissance du mouvement altermondialiste. Le défi est de construire un mouvement international, radical et unitaire, de faire converger les

résistances aux projets inutiles, destructeurs, extractivistes et les alternatives créatrices ; de réussir une véritable conversion du mouvement social et syndical vers une radicalité à la fois sociale et écologique. Face à la crise globale, à l'impasse historique du capitalisme, les anticapitalistes sont mis au défi d'avancer un projet de société non productiviste, rompant avec le système, alliant émancipation sociale et réparation des dégâts écologiques. Ils sont aussi mis au défi de développer des pratiques, des revendications, et des formes d'organisation permettant de le mettre en œuvre.

# NUCLÉAIRE: LA FUITE EN AVANT VERS LA CATASTROPHE

À quelques jours d'intervalle fin octobre, EDF, par la voix de son PDG Jean-Bernard Lévy, a annoncé coup sur coup une alliance avec la Chine pour construire deux EPR au Royaume-Uni et un renouvellement du parc nucléaire par des EPR « nouveau modèle » à compter des années 2030 jusqu'à 2050-55.

**À** quelques semaines de l'ouverture de la COP21, ces deux communications viennent en appui de l'extraordinaire et coûteuse opération publicitaire engagée par l'entreprise avec comme objectif de présenter le nucléaire civil comme un – sinon le – remède au réchauffement climatique.

## Une énergie sûre et bon marché?

La publication – difficile car bloquée par le gouvernement – du dernier rapport de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), rapport

démontrant qu'en France le 100% renouvelable est possible à condition de baisser la consommation électrique, impose donc à EDF une communication hâtive concernant l'EPR anglais, et non maîtrisée à propos du renouvellement du parc français... Alors que les deux réacteurs actuellement en construction par EDF et Areva sont durablement enlisés, comment un EPR soi-disant « nouveau modèle », qui n'existe encore que sur le papier, est-il censé se développer aussi vite?

Lévy reconnaît qu'en construisant le parc nucléaire civil dans les années 70 et 80, l'État et EDF n'ont jamais anticipé – et donc budgété – son remplacement. Alors que les 2/3 de nos centrales ont déjà atteint leurs trente années de fonctionnement, il prévoit de les maintenir jusqu'à « 2050-2055 »... le temps de construire des EPR de remplacement. Lorsqu'on connaît le coût exorbitant de mise à niveau des réacteurs pour les pousser jusqu'à 40 ans d'activité, on laisse imaginer la facture qui s'ajouterait à celle de la construction des EPR. Et peut-on sérieusement envisager de pousser nos réacteurs jusqu'à 60 ou 70 ans d'activité sans mettre en danger les populations et les travailleurEs du nucléaire? Une nouvelle démonstration, s'il en était besoin, qu'on nous ment depuis 50 ans, en disant que le nucléaire est une énergie bon marché...

## Une vision du siècle dernier

L'entreprise connaît déjà une situation critique : 37,5 milliards d'euros de dettes, rachat prévu des activités réacteur d'Areva, dépense de 55 milliards au minimum à prévoir pour le « Grand carénage », explosion du coût de l'EPR de Flamanville... Comment compte-t-elle trouver les financements nécessaires sans appeler l'État au secours... et donc répercuter les surcoûts sur la facture des populations?

Seule réponse d'EDF qui met en avant l'accord avec la Chine : se placer dans une situation de dépendance en recourant à d'autres investisseurs. Mais ce schéma n'est pas aussi simple que le laisse entendre Lévy. Dans cet accord, EDF va devoir financer l'investissement sur fonds propres « au moins dans une première étape », a annoncé le PDG. Ce qui signifie qu'il va devoir mobiliser des capitaux financiers supplémentaires. « Cela implique des cessions », a-t-il reconnu après le retrait d'Areva et de potentiels investisseurs de pays du Golfe.

Cette vision, digne du siècle dernier, comme le relève le réseau Sortir du nucléaire, passe outre la loi qui vient d'être votée de réduire à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité. C'est la véritable fuite en avant d'une industrie chère et dangereuse qui compte, une nouvelle fois, passer en force comme elle le fait depuis 50 ans.

À l'inverse, profitons plutôt du vieillissement de nos centrales pour les fermer définitivement, et engager dès maintenant une politique de baisse de la consommation d'électricité et le développement des énergies renouvelables.

# « UN ACCORD POUR BRÛLER LA PLANÈTE »

**Entretien.** Militant bolivien, **Pablo Solon** a participé au côté d'Evo Morales à l'accession de ce dernier à la présidence. Il a été membre du gouvernement bolivien, puis ambassadeur de la Bolivie auprès des Nations unies. Directeur exécutif de 2012 à 2015 de Focus on the global south, groupe de réflexion basé à Bangkok, il est investi depuis toujours dans les luttes pour les droits des peuples indigènes, dans la déclaration de l'International Mother Earth, et a participé à la Conférence sur le changement climatique de Cochabamba en 2010, aux COP15 de Copenhague, COP16 de Cancun, et COP17 de Durban.

Pablo Solon dirige aujourd'hui la fondation Solon, qu'il a créée en hommage à son père, le muraliste Walter Solon, fondation impliquée notamment dans les luttes climatiques, culturelles et sociales en Bolivie.

Dans le cadre d'une tournée de rencontres en Europe autour de la question du climat, il est intervenu à Paris le mardi 27 octobre et a bien voulu répondre à nos questions.

## Pourquoi t'es-tu éloigné d'Evo Morales dont tu étais un des très proches?

Notre rupture politique est consécutive à des décisions de son gouvernement que je rejette. D'abord la volonté de construire une route à travers le Parc national de Tipnis, un des 22 parcs boliviens. Cette route non seulement aurait conduit à détruire la forêt, modifiant son écosystème et recréant automatiquement des cultures et de l'habitat dans des zones préservées, mais, de plus, aucune concertation ni information des peuples autochtones concernés n'avaient été faites. C'était une décision régaliennne dans le cadre d'une stratégie sous influence de groupes économiques privés. Ensuite, je me suis engagé contre les projets de grands barrages, coûteux et destructeurs de la nature. La Bolivie est un pays qui a un ensoleillement exceptionnel sur les hauts plateaux : on pourrait y développer la production d'énergie solaire, remplaçant à la fois les barrages et la déforestation. Aujourd'hui je lutte pour l'objectif de zéro déforestation en 2020, pour le développement d'une énergie solaire produite par les consommateurs eux-mêmes – et non pour des champs de panneaux entre les mains du privé – et pour une participation sociale de toutes les communautés, notamment les peuples autochtones.

## La déforestation est un des problèmes majeurs de l'Amérique latine?

Oui, non seulement la déforestation détruit la forêt primaire (160 000 hectares par an en Bolivie), spolie les peuples indigènes, essentiellement pour planter du maïs pour l'exportation, mais, de plus, les brûlis et leur enfouissement sont responsables de 24% des émissions de CO<sub>2</sub>.

La déforestation est un de mes points de désaccord avec le gouvernement actuel qui développe une stratégie de développement fondée sur « la croissance », non respectueuse des droits des peuples et sous influence des multinationales.

## Comment analyses-tu la succession des COP successives, et leur impossibilité à agir vraiment?

Pour résumer le processus, on peut dire qu'il y a eu d'abord en 1992 la Convention de l'ONU sur le climat, UNFCCC, première étape d'une volonté internationale de comprendre et de lutter contre la dégradation du climat. Ensuite



Les médecins et étudiants en médecine actuellement en grève. DR

il y a eu deux accords : Kyoto, portant sur la période 2000-2012 et Cancun, portant sur la période 2013-2020. Et il y aura Paris pour la période 2021-2030...

Chacun de ces accords est une version affaiblie des précédents. Kyoto engageait les États qui l'avaient signé (ce qui n'incluaient pas notamment les États-Unis et le Canada). Cancun a été un échec car pour limiter la croissance de la température à 2°C, l'accord prévoyait de limiter les émissions de CO<sub>2</sub> à 44 gigatonnes et d'atteindre 35 GT en 2030. En réalité les émissions ont atteint 53 GT en 2013, et vont atteindre 56 GT en 2020 et 60 GT en 2030! Il devait y avoir en 2014 une « picking year », année où la tendance s'inversait, mais en réalité, la croissance des émissions continue.

Paris est encore pire : l'accord annoncé est encore plus faible, il n'imposera aucun engagement aux signataires et les États-Unis ont déjà indiqué qu'ils ne le proposeraient pas à la ratification du congrès. La raison de cet échec annoncé est simple : au début, les négociateurs venaient des mouvements environnementaux, mais aujourd'hui, ils viennent du business, des multinationales. C'est un accord pour brûler la planète!

Le projet d'accord tel qu'il a été annoncé ne fait pas référence à la limitation des énergies fossiles. Or, ce sont ces dernières qui en Bolivie sont responsables de 60% des émissions de CO<sub>2</sub>, et 24% du CO<sub>2</sub> est dû à la déforestation qui produit aussi beaucoup de méthane.

Cet accord ouvre en fait sans le dire la porte à toutes les expériences de capture du carbone et à la géo-ingénierie. C'est un accord qui n'est bon que du point de vue des entreprises.

## Qu'est-il prévu au sujet des États du Sud et des financements?

Les accords précédents avaient prévu de débloquer 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour soutenir les pays du Sud et leur permettre d'éviter les voies empruntées au Nord. Mais depuis Copenhague en 2009, les pays les plus riches n'ont pas versé ces fonds et essaient de mobiliser des financements privés.

Hormis quelques exceptions comme les États insulaires menacés de disparition, les États du Sud eux-mêmes ne font pas d'efforts. Ils considèrent qu'ils ne sont pas responsables de la situation, attendent d'éventuels financements pour agir, et sont dans le même processus de « croissance » imposé par les grandes entreprises auxquelles ils ont lié leur destin.

La COP va renforcer le processus de crime climatique, légaliser le crime contre le climat, contre les migrants climatiques, contre les peuples indigènes des zones rurales et des pays insulaires.

## Comment pouvons-nous réagir?

Pendant la COP, il va y avoir d'importants rassemblements, mais il est à redouter qu'ils soient détournés et récupérés par le gouvernement français et les États participants à la COP en leur faveur.

Un tribunal international des droits de la nature va se réunir le vendredi 4 décembre pour juger le crime contre la nature et la biodiversité<sup>1</sup>. Et après le 12 décembre nous devons mettre au point des stratégies locales pour affronter le crime climatique.

Nous allons devoir donner l'exemple, développer des actions locales et concrètes, telles celles qui ont déjà fait leurs preuves en Bolivie quand les habitants ont réussi à évincer le groupe Suez de la gestion de l'eau en bloquant les rues. Chacun doit prendre sa part.

1 – À partir de 9h à la Maison des métallos, 94 rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris 11<sup>e</sup>.

## LE GOUVERNEMENT S'ENGAGE!



## GARD Les fascistes entrent officiellement dans les collèges

En Petite Camargue et dans le Beaucairois (30), quatre collèges ont le triste privilège de voir siéger un représentant du Front national, au conseil d'administration de leur établissement. Le résultat de tractation occultes entre le président PS du Conseil départemental et la droite locale.

Certes, ces élus du FN siègent dans des zones où leur parti dépasse électoralement les 50% d'électeurs (Beucaire, Vergèze, Vauvert). Et l'argument autojustificatif « ce sont des élus de la République... » est autant employé par la gauche que par la droite. Un argument fallacieux qui donne de la légalité à un parti fasciste : le FN reste un parti dangereux, même lorsque ses scores électoraux sont importants. La gauche, qui préside le Conseil départemental, n'avait aucune obligation de donner mandat aux élus du FN pour représenter le département dans les collèges. En agissant ainsi, elle participe à la campagne de dédramatisation chère à Marine Le Pen, qui tente de faire oublier la véritable nature de sa formation : un parti qui véhicule la haine de l'autre dès lors qu'il est différent, et qui prône l'exclusion sociale et raciale.

### Empêché d'entrer...

Mais l'annonce en mai dernier de cette promotion des élus FN a immédiatement suscité des réactions. L'intersyndicale gardoise a rédigé une déclaration de protestation, et les syndicats FSU, CGT et SUD ont appelé à boycotter les CA où devait siéger un élu fasciste. Mais dans les établissements, cet appel n'a malheureusement pas été suivi, les enseignants comme les parents d'élèves ayant préféré se contenter de déclarations préliminaires lues en séance.

Le RAAGe (Réseau anticapitaliste et autogestionnaire) a appelé à se rassembler à l'entrée du collège de Vergèze, pour le premier CA dans lequel devait siéger un élu FN, en juin puis en septembre. Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel la première fois, un peu moins la seconde. Et la volonté des participantEs de bloquer la porte d'entrée ont conduit la gendarmerie à mobiliser des forces aussi importantes que le nombre de participants pour faire entrer l'élu FN dans le collège. Cette forte concentration de forces policières, provocatrices à l'égard des manifestantEs, a même provoqué des affrontements assez violents.

Empêché d'entrer, le FN a porté plainte pour entrave à l'exercice d'un mandat électif. Le RAAGe ne se décourage pas pour autant, et a appelé à un nouveau rassemblement devant le collège ce lundi 2 novembre, ainsi qu'à un meeting antifasciste trois jours plus tard à Vauvert.

### Correspondant

1 - Jeudi 5 novembre à 18h salle Frédéric-Mistral.

# L'accueil, c'est fini. Sauf si...

Il est 5 h 30 ce lundi 2 novembre à Paris. À cette heure-là, la composition dans le métro est uniforme : la première levée de travailleurs est presque totalement noire et arabe, main-d'œuvre précaire et mal payée. La plupart d'entre eux et elles sont des migrantEs, avec ou sans-papiers. C'est l'immigration choisie par le pouvoir et les patrons...

À la même heure, d'autres migrantEs sont aussi obligés de se lever, réveillés par la police. Ce sont ceux qui réoccupent à Paris la place de la République pour la troisième fois en moins d'une semaine. Cette fois, la police s'est contentée de prendre les bâches réinstallées la veille. Installé après l'évacuation du lycée Jean-Quarré (Paris 19<sup>e</sup>) par une centaine de migrantEs restés sur le carreau, le campement a été expulsé sans aucune solution jeudi 29 octobre... et réoccupé le soir même suite à une manifestation de plusieurs centaines de personnes... et évacué le vendredi après-midi avec 88 places en centres d'hébergement. C'est l'immigration harcelée et réprimée par le pouvoir et les patrons.

### Accueil terminé, surveillance renforcée

Voici les deux faces de la politique migratoire actuelle : surexploiter les unEs et mettre la pression aux autres. Pour faire peur à touTEs, assurer que ça continue ainsi et faire pression sur tous les travailleurs. Rien ne l'illustre mieux que les positions exprimées en Allemagne ces derniers jours. Le ministre de l'Intérieur a annoncé que des dizaines de milliers de migrantEs seront expulsés avant Noël, et le patron d'Airbus a demandé un assouplissement du code du travail en Allemagne... permettant notamment une baisse des salaires pour « intégrer les migrants » qui resteront. Ces déclarations en Allemagne sont significatives de ce qui domine désormais partout en Europe. Alors que les naufrages et les morts continuent, les images du cadavre d'Aylan ont été remplacées par celles des barbelés et des murs qui se multiplient. Et quand François Hollande fait mine de s'en émouvoir, Manuel



Les migrantEs présents à la Marche de la dignité et contre le racisme à Paris le 31 octobre. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Valls annonce le rétablissement des contrôles aux frontières avec la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne... le temps de la COP21! Le message est assez clair : le renforcement du contrôle et de la surveillance, légitimé par la politique migratoire ou sécuritaire, sera aussi utilisé contre toute contestation.

### Les morts comme condition

La machine à expulser va se mettre à fonctionner à plein régime. De nombreux Afghans ont témoigné ces derniers jours du refus qui leur a été signifié, soit parce qu'ils relèvent du règlement Dublin (qui « justifie » leur expulsion vers le premier pays où ils ont été enregistrés), soit parce que l'Afghanistan est considéré comme un pays « sûr »! Mais rassurez-vous, cela se fera dans le cadre « républicain » : lundi 2 novembre, la « réforme » sur le droit d'asile en France est entrée en application. Accélération des procédures, elle rendra plus compliquée la constitution des

dossiers des demandeurs et facilitera l'expulsion des déboutés (voir *l'Anticapitaliste* n°309).

La seule solution des autorités, c'est de rendre les conditions de passage puis les conditions de vie difficiles (et dangereuses) afin de décourager celles et ceux qui doivent quitter leur pays. Les mortEs et les réfugiéEs à la rue sont donc, dans le langage de la com, les victimes collatérales (comme les civils lors des guerres) de cette politique. En fait, ils et elles en sont la condition. Le problème des autorités, ce n'est donc pas que des migrantEs meurent ou survivent dans des conditions indignes, c'est que cela se voie. Plus grave pour les autorités, c'est que les migrantEs s'organisent collectivement et se battent. Pire encore c'est qu'ils et elles soient soutenus. Qu'ils et elles soient non seulement visibles mais aussi vus!

### La leçon des migrantEs

La solidarité avec les migrantEs, ce n'est pas simplement la revendication de lieux d'hébergement décentes. Cela doit s'accompagner d'une régularisation globale, la condition pour que les lieux d'hébergement ne deviennent pas synonymes de retour à la rue ou - pire - de déportation. Condition aussi pour empêcher

que les migrantEs soient utilisés comme moyen de pression contre les conditions de logement et de travail de tous les travailleurs. C'est aussi la revendication d'ouverture des frontières, pour stopper l'hécatombe tragique mais aussi pour empêcher la reproduction infinie de la répression et l'hypertrophie d'un système policier.

Sur la place de la République, vendredi 30 octobre, les migrantEs nous ont donné une leçon! Ceux qui avaient été pris dans la nasse policière ont refusé en bloc de monter dans les cars qui devaient les emmener vers les centres d'hébergement tant que leurs camarades qui étaient en dehors ne pouvaient pas monter avec eux. Mise sous pression par le rassemblement de solidarité de la veille, la préfecture a dû céder. Imaginez ce que bouleverserait dans notre société gangrenée par l'atomisation sociale, le racisme, l'austérité et le contrôle sécuritaire, un mouvement de solidarité avec les migrantEs impliquant massivement les habitantEs de nos quartiers, les syndicalistes, les autres sans-abris, les chômeurs... Une belle perspective! La manifestation unitaire prévue le 22 novembre prochain doit en être la première étape.

Denis Godard

## NESTLÉ La purge

Nestlé nettoie son portefeuille de marques, de celles qui sont les moins rentables... Paul Bulcke, DG de Nestlé, l'avait annoncé : pour gagner un point de croissance organique, Nestlé doit « taper » dans les activités qui ne respectent pas les critères financiers du groupe. Soit un potentiel hallucinant de 10 milliards d'euros du chiffre d'affaires concernés par cette réorganisation.

Toutes les unités Nestlé sont ainsi mises à contribution. La liste des sites et emplois touchés est vertigineuse. Pour y arriver, les méthodes sont nombreuses, mais la cession d'une partie du business hyper-rentable, c'est nouveau!

La segmentation du business Nestlé est telle que les dirigeants arrivent très facilement à détecter quelle branche il faut couper. C'est



Suppressions d'emploi à pleines dents... DR

ce qui arrive aujourd'hui à la branche des accessoires animaux de NPPF, une sous-structure de Nestlé

qui représente en France 1 milliard de CA, sa rentabilité est plus que raisonnable... Et NPPF touche pour le compte du fameux CICE près de 2,5 millions d'euros. NPPF aurait donc une responsabilité envers l'État et ses propres salariéEs, pour soutenir en priorité les emplois...

### Un plan social déguisé

La cession de la division accessoire est un vrai cas

d'école et un vrai test pour les démarches futures de Nestlé. L'articulation du projet est simple et diaboliquement efficace : céder à un repreneur tout ou partie de l'unité « sclérosée » pour que celui-ci face le « sale boulot ». Ainsi Nestlé garde les « mains propres »! Seulement, NPPF est tombé sur un « os »! La grande partie des 60 salariéEs qui compose cette cellule se bat, avec l'aide des membres du CCE et du cabinet qui expertisent le projet, pour que Nestlé arrête cet entêtement à vouloir passer en force. Tous se battent avec conviction et volonté acharnée. Toutes les personnes qui connaissent ce projet s'accordent à dire qu'il n'est qu'un plan social déguisé qui mène les salariéEs à leur perte. Nestlé ne doit pas finaliser ce projet. S'il le fait, il ouvrira la boîte de Pandore... Correspondant

AP-HP

## Vers l'épreuve de

Après la haute trahison de la direction de la CFDT, l'intersyndicale CGT-SUD-FO-UNSA-CGC lance un ultimatum à Martin Hirsch : « si le soir du 17 novembre, le protocole du 27 octobre n'est pas retiré, alors la question de la grève totale, illimitée jusqu'à son retrait sera à l'ordre du jour »...

La direction de la CFDT a battu à l'AP-HP un nouveau record dans son degré de soumission au gouvernement et au patronat. Elle était engagée avec tous les autres syndicats dans une intersyndicale qui avait pour mot d'ordre « le retrait du plan Hirsch ». Quittant l'intersyndicale, elle s'est engouffrée dans « une longue négociation » pour obtenir des compensations... Résultat des courses, six mois après le début du conflit, elle signe un accord qui est quasiment une copie conforme du projet de Hirsch.



## MOBILISATIONS

# Un climat social qui se réchauffe ?

Outre des conflits emblématiques comme celui d'Air France, on assiste ces derniers mois à la multiplication de mobilisations locales, preuve que le ras-le-bol social s'exprime d'abord par le bas<sup>1</sup>. Retour sur quelques luttes récentes.

**À** Prosegur, société de sécurité, des dizaines de transporteurs de fonds ont fait grève, à partir du 10 septembre dernier, sur trois sites de la région Rhône Alpes comme suite à la remise en cause du mode de calcul de leur prime de congés payés. Soutenus par la CGT et SUD, il aura fallu trente-cinq jours de blocage, subir la présence de vigiles, d'huissiers et de CRS, répondre à trois assignations – toutes rejetées – devant la justice pour entraver à la liberté du travail et endurer le décès d'un des grévistes, âgé de 46 ans et père de cinq enfants, percuté par un camion sur un piquet, pour que la société se décide enfin à lâcher...

**Une occupation réussie**

C'est l'histoire de cinq salariés sans-papiers, surexploités par leur patron (déclarés à temps partiel, ils travaillaient en fait 54 heures par semaine et six jours sur sept) depuis des années, à la pizzeria « La Mamma » située dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. Après trois semaines de grève, ils ont obtenu non seulement la régularisation de leur temps de travail mais aussi de leur situation administrative. Le soutien de plusieurs structures parisiennes de la CGT a été déterminant, tout comme la présence de travailleurs sans-papiers des Yvelines qui ont récemment fait plier plusieurs boîtes d'intérim. Victoire aussi à l'hôtel Paris W (voir *L'Anticapitaliste* n°307), où un protocole de fin de conflit a été signé le 22 octobre dernier : prime de repas portée de 2 à 7,05 euros, passage à une majoration de 100% des jours fériés, etc. Soit une augmentation mensuelle de 180 euros mais aussi la transformation de CDD en CDI. La CGT HPE, qui poursuit sa lutte pour la réinternalisation du nettoyage dans l'activité hôtelière, source de dumping social et d'éclatement de la communauté de travail, marque ainsi un nouveau point.

Enfin, un débrayage a eu lieu sur les magasins Fnac Paris jeudi 29 octobre : une centaine de salariéEs se sont rendus dans le 17<sup>e</sup> sur le lieu de la négociation sur le travail de nuit et du dimanche, négociation initiée par la direction au niveau du groupe comme la loi Macron le lui permet. Cette dernière espère ainsi contourner les syndicats CGT, FO et SUD, majoritaires sur Paris et opposés à toute extension, et compte boucler son accord, avec la complicité de la CFTC et de la CGC (la CFDT est divisée sur la question) d'ici le 27 novembre prochain : « même pas en rêve », lui répondent les travailleurEs!

LD

1 – Un recensement régulier est à retrouver sur le site Anti-K : <http://www.anti-k.org/category/luttes/>



À la Fnac un DRH garde sa chemise... mais avec un mégaphone. LD

## VINÇA (66) La mobilisation empêche un crime écologique

La mobilisation a payé : elle vient d'imposer l'abandon d'un « GPII », un de ces projets inutiles imposés, plus ou moins grands mais toujours dangereux pour les populations et l'environnement...



Le mardi 16 juin, 400 personnes en réunion contre le projet. DR

Ici, c'était une centrale d'enrobage à chaud (couramment nommée « goudronnerie ») que projetait d'installer, au bord même d'un lac et d'un barrage qui irrigue les cultures et la plaine, le groupe Le Foll, fort d'une vingtaine de sociétés... allant du BTP au tourisme ! Avec le feu vert donné – en douce – à ce crime environnemental et humain par le Conseil départemental PS, propriétaire du terrain, et le maire, lui aussi PS : pollution de l'eau, du système d'irrigation, des nappes phréatiques ; nuisances diverses ; émanation de produits, toxiques, persistants

et bioaccumulables, cancérigènes ; destruction de l'agriculture bio et des emplois dans ce secteur ; etc.

**«Une population remontée»**

La découverte inopinée du projet provoqua la stupéfaction et la colère d'une population qui, dans cette zone économiquement sinistrée, souffre déjà particulièrement de la crise du capitalisme et des politiques austéritaires. Avec ce projet, elle aurait en plus vu le peu de cas que l'on fait de son environnement, de sa santé, de sa vie même. Dans plusieurs des communes alentour, les réunions

regroupèrent de 200 à 400 participantEs (Vinça, la plus grosse des communes, compte environ 2000 habitantEs). Le 20 juin, nous étions entre 200 et 300 manifestantEs pour « accueillir » la ministre Neuville, la préfète et la présidente du Conseil départemental venus inaugurer l'extension de la maison de retraite. Et près de 200 à occuper la mairie le jour de la venue du commissaire chargé de l'enquête publique. « Jamais la population n'avait été à ce point remontée », comme l'a reconnu le quotidien *L'Indépendant*. Devant une telle levée de boucliers, le Conseil départemental et le maire, refusant finalement le permis de construire, ont dû reculer. Coup de grâce au projet : la préfecture vient de prendre un arrêté refusant l'implantation de la centrale. Nos vies et notre environnement valent beaucoup plus que leurs profits!

Correspondant

## OMS NETTOYAGE (75)

## On ne se laissera pas chiffonner!

**Entretien.** Depuis le 21 septembre dernier, une cinquantaine de salariéEs (sur deux cent cinquante) de la société de nettoyage OMS Synergie Sud, sous-traitante pour le bailleur Paris Habitat, sont en grève, soutenus par le syndicat SUD Nettoyage. Nous avons interviewé **Diop**, élu du personnel, et **Bassirou**, représentant de section syndicale.

**Pourquoi êtes-vous en grève ?**

Nous sommes payés au milieu et non au début du mois, ce qui pose problème par rapport à nos charges mais, en plus, régulièrement en retard, la prime de salissure – prévue par la convention – n'est pas versée, et nous devons souvent fournir nous-mêmes nos gants, voire les produits d'entretien ! Comme l'employeur tarde à nous transmettre les attestations destinées à la Sécurité sociale en cas d'arrêt maladie, nous demandons aussi la mise en place de la subrogation, ainsi qu'un treizième mois. OMS fait partie d'un groupe rentable qui compte 4500 personnes...



Rassemblement au siège de Paris Habitat le 20 octobre. DR

Pour briser la grève, le patron a fait venir des employéEs sans-papiers ou recrutés en CDD, ce qui est illégal. L'inspection du travail, qui a pu relever les identités, est saisie. Nous avons été manifesté au siège de la société dans le Val-d'Oise le 5 octobre dernier, mais la direction est juste sortie pour nous écouter, pas pour négocier.

**Etes-vous soutenus ?**

Les locataires des HLM, où nous travaillons habituellement pour nettoyer les parties communes et sortir les poubelles, font preuve de solidarité, y compris en nous apportant de la nourriture. La mairie de Paris, suite aux sollicitations d'élus Front de gauche et à notre rassemblement à Paris Habitat le 20 octobre dernier, commence à taper du poing sur la table : elle a menacé OMS de rompre le contrat de prestations si le dialogue n'était pas ouvert.

Il y a également FO, le syndicat du patron, qui cherche à nous diviser, car ils ont peur du résultat des élections prévues en décembre prochain, alors que SUD pourra faire la preuve de sa représentativité. La direction a même entamé des procédures de licenciement à notre encontre pour nous impressionner... mais ça n'a pas fonctionné!

**Quelles sont les perspectives ?**

Nous sommes assignés devant le tribunal ce 2 novembre pour entraver à la liberté du travail, ce qui devrait pourtant déboucher sur une médiation. L'huissier dit que nous bloquons les portes des résidences où nous travaillons habituellement, mais c'est faux ! Nous avons installé un campement pour être là 24h sur 24 sur une place du 20<sup>e</sup>, à proximité de notre lieu de travail. Or OMS n'est pas propriétaire de la voie publique...

LD

Pour soutenir les grévistes, chèques à l'ordre de SUD Nettoyage, 144 boulevard de la Villette 75019 Paris.

# force ?

Une réduction de quelques minutes par jour du temps de travail obligera les agents à travailler de 2 à 6 jours supplémentaires par an, avec la suppression de jours RTT et d'autres jours de congé acquis. La grande équipe va être imposée (travail alternativement le matin et l'après-midi), les journées de 7h50 de travail ne seront plus autorisées, des milliers de postes seront supprimés. La direction de l'AP-HP disposera de près de 230 000 jours de travail supplémentaires gratuits, l'équivalent de plus de 1000 emplois, et réalisera ainsi une « économie » de 40 millions d'euros...

Hirsch précise que « ce protocole servira de socle au projet d'organisation du travail et des temps de repos que je déciderai ». Il s'arroge ainsi le droit de faire ce qu'il veut pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement dans le cadre du Pacte de responsabilité : 150 millions d'économies, 4000 emplois supprimés, et des conditions de vie et de travail du personnel encore plus dégradées.

**Grève et ultimatum de l'intersyndicale**

Hirsch aurait pourtant tort de paviser trop vite. Par leur mobilisation et leur détermination depuis le mois de mai, les agentEs de l'AP-HP ont prouvé qu'ils n'étaient pas démunis de ressources. CGT, SUD, FO, CFTC, CFE-CGC et UNSA appellent à la grève et à une

manifestation le mardi 17 novembre, et annoncent que si le protocole n'est pas retiré, la grève générale sera à l'ordre du jour. C'est bien le seul moyen de faire céder Hirsch. Malgré la détermination du personnel, les journées d'action dispersées de mai, juin et septembre n'ont en effet pas suffi à faire céder la direction et sa tutelle gouvernementale. Le maintien de l'intersyndicale unie (sans la CFDT) est déterminant, et il lui appartient de faire des propositions aux salariéEs, mais, pour éviter de nouvelles déconvenues, il est tout aussi déterminant que les salariéEs de l'AP-HP contrôlent et décident eux-mêmes de la suite de leur mouvement. Les militantEs du NPA continueront à défendre dans leurs syndicats et dans les assemblées générales la nécessité de l'auto-organisation de la lutte.

L'intersyndicale appelle à des actions locales et à des assemblées générales pour préparer la mobilisation du 17 novembre. Cela peut être l'occasion pour le personnel de prendre démocratiquement en main sa lutte, en élisant dans chaque hôpital des délégués qui, regroupés centralement, pourraient former un comité de grève groupant syndiqués et non syndiqués. La convergence des luttes est aussi au cœur de nos préoccupations. Face à un gouvernement et à des directions intraitables, la généralisation et la coordination des luttes sont indispensables pour garantir leurs succès, à l'AP-HP, dans les hôpitaux, à Air France... et partout ailleurs.

CorrespondantEs





## Les comités en action !

**Marche de la dignité et contre le racisme un succès qui en appelle d'autres.** Dix ans après les révoltes des quartiers populaires de 2005 (voir *L'Anticapitaliste* n°308), 10 000 personnes se sont rassemblées samedi à Paris, pour une Marche de la dignité et contre le racisme entre Barbès et Bastille. Un succès pour les organisateurs, qui sont d'abord des organisatrices : le collectif MAFED, réunissant des personnalités et des militantes d'organisations antiracistes, de l'immigration et des quartiers populaires, avec Angela Davis à la tête d'un large collectif de soutien. Les violences policières sont centrales dans la ségrégation que connaissent les quartiers



Marche pour la dignité et contre le racisme. Photothèque Rouge / JMB.

populaires en France aujourd'hui, et donc dans les luttes des quartiers. Voilà la première raison d'un tel rendez-vous : donner toute leur place à des luttes qui existent déjà, locales et auto-organisées, pour la dignité et l'égalité. Derrière un carré de tête dynamique et combatif, se sont retrouvés Urgence notre police assassine, le Parti des indignés de la République, le Front uni de l'immigration et des quartiers populaires, la Brigade antinégrophobie, la Voix des Roms, des collectifs contre les contrôles au faciès et les crimes policiers, des groupes féministes antiracistes, des antifascistes, des sans-papiers et des Chibanis en lutte, des manifestantEs des quatre coins de France... Soit les composantes d'un mouvement antiraciste en plein renouvellement. Les mots d'ordre ont décliné toutes les dimensions de la dignité des quartiers populaires : vérité et justice face aux violences policières, dénonciation des politiques islamophobes, de toutes les discriminations systémiques, et de l'impérialisme (Palestine, FrancAfrique...), réparation de l'injustice sociale et du racisme d'État. Autant de questions qui bousculent les priorités d'un mouvement ouvrier et social lui-même en crise, autant de questions qui fâchent. Et aussi autant de questions dont se sont emparés, en sens inverse, aussi bien les partis au pouvoir que le FN. On ne peut ignorer ces questions difficiles, l'orage ne passera pas. L'impérialisme et le racisme constituent l'un des deux piliers de la stratégie de ceux qui nous gouvernent, avec l'austérité. Face à cette double logique, il y a urgence à lutter contre les deux faces d'une même politique antidémocratique, ultra-autoritaire. Cette Marche de la dignité, portée par un effort d'auto-organisation des opprimés, est source d'espoir : elle ne devra pas rester sans suites.

### Pont-de-Buis (29) trois jours contre l'armement de la police.

Vendredi 23 octobre, pour cette manifestation en mémoire de Rémi Fraisse, malgré les intimidations et le ton alarmant des autorités, les obstacles à accéder à la petite ville, nous fûmes 500 à nous diriger vers l'usine de Nobel-Sport (classée Seveso). Comme son nom ne l'indique pas, cette entreprise fabrique... grenades lacrymogènes et balles en caoutchouc tirées par les policiers. Des grenades qui ont par exemple mutilé un jeune ouvrier pendant le mouvement des Bonnets rouges lors du démontage d'un portique écotaxe. Au mois de décembre dernier, nous étions de 200 à 300 pour entourer l'usine afin de bloquer la production. Ce vendredi, nous avons été très vite stoppés par les grillages des CRS et de la gendarmerie, hyper armés derrière leurs véhicules et canons à eau. Après une déambulation pour tenter de se rapprocher de l'usine et quelques grenades lacrymogènes, nous avons rejoint le camp, un champ prêté par un paysan où se sont tenus en totale auto-organisation pendant 3 jours débats, moments de convivialité et d'action. Hormis le fest-noz et les groupes de musique, il y eut des ateliers autour des dangers de l'armement de la police en France mais aussi son exportation dans le monde, en particulier en



## Leurs comptes... et les nôtres

*Épisode 3 : URBAisme. Les deux premiers épisodes de cette modeste chronique politico-financière portaient sur des événements très récents, pour ne pas dire contemporains. N'ayons pas la mémoire courte. Par ailleurs, ils se penchaient sur les pratiques de la droite et de l'extrême droite. Ne soyons pas sectaires. Enfin, ils ne concernaient pas le parti au pouvoir. Montons en puissance. Revenons donc sur l'affaire dite « URBA ».*

**U**RBAisme (n.m) : du sigle URBA, le plus célèbre des « bureaux d'études » ayant permis le financement du PS pendant une quinzaine d'années. Un URBAisme est un type de financement occulte. Voyons cela. Prenez un nouveau parti : le Parti socialiste, fondé sur les ruines de la SFIO en 1971 lors du congrès d'Épinay. Il a besoin d'argent pour financer des échéances électorales dont le coût ne cesse d'augmenter, et rattraper son retard sur une droite dont les systèmes de financement sont plus anciens et performants. Il fonde donc en 1973 la société URBA. Le principe du système était le suivant. Une entreprise souhaite décrocher un marché public. L'une des conditions de son obtention sera le versement d'un pourcentage du montant des travaux à un « bureau d'études » comme URBA... Concrètement, la collectivité territoriale paye l'entreprise ayant obtenu le marché avec de l'argent public afin qu'elle s'acquitte des travaux. Jusque-là, rien d'anormal, sauf que l'entreprise en question devra en retour payer le « bureau d'études » sur ses fonds propres, à hauteur de 2 à 4 % du montant des travaux. Comment ? À quel titre ? Réponse : sur la base de fausses factures. Autrement dit, l'entreprise paye le « bureau d'études » pour une prestation fictive.

### Un « impôt politique »...

À aucun moment, de l'argent public n'est à proprement parler détourné, puisque le montant des travaux n'a pas été gonflé du montant de la prestation fictive. Il ne

s'agit donc pas d'un système de rétro-commission. Les entreprises devaient « simplement » payer le droit d'avoir accès aux marchés publics en versant un « impôt politique ». Certains cyniques parlèrent de racket des entreprises. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, continuons simplement à suivre l'argent. Le « bureau d'études » n'est qu'un organe de transit. L'argent récolté au titre de ses prétendues « études » doit encore arriver à bon port... c'est-à-dire dans les caisses du PS. 40 % de l'argent récolté reste dans les caisses du « bureau d'études ». Il faut bien faire « tourner la boîte ». 30 % vont dans les caisses du PS national. 30 % vont dans les caisses du PS local. Comment ? Par différents circuits, via des sociétés « sous-traitantes » d'URBA qui sortaient finalement de l'argent liquide, lequel finissait dans les caisses du PS.

Cette affaire tentaculaire aux multiples rebondissements et enjeux a déjà fait l'objet de longs articles, analyses et ouvrages. Nos 3 000 signes ne nous permettent donc pas d'aller au-delà d'un rapide schéma financier de l'affaire. Rendez-vous au prochain épisode pour nous pencher rapidement sur la dimension politique de l'affaire. En attendant, le NPA ne disposant pas de « bureau d'études » (!), il reste toujours nécessaire de réussir sa souscription 2015.

**Sylvain Madison**

### POUR NOUS AIDER :

<http://www.npa2009.org/souscription>

Israël...ou encore autour de la convergence des luttes écologiques et sociales et la préparation des marches COP21. Ce sont des comités de mobilisation locaux, des comités de blessés par la police et les réseaux sociaux militants qui ont fait le succès de cette initiative en lien avec les Zadistes et les comités NDDL. La majorité des participantEs étaient jeunes, très motivés, très organisés et imaginatifs, à l'image de cette déambulation de nuit, samedi, à la lueur des flambeaux et lampions. Si des militantEs du NPA Finistère et de Rennes étaient bien là, comme aussi 2-3 militants d'Ensemble et Breizhistance, l'absence totale du reste de la « gauche » et des syndicats démontre sinon une franche hostilité de leur part, du moins un désintérêt ou une incompréhension à l'égard de ces formes de lutte qui mobilisent une partie de la jeunesse qui résiste à l'ordre capitaliste.



### Carhaix (29) deux réunions réussies.

Ce vendredi 30 octobre, l'opposition municipale « une Vraie gauche pour Carhaix » animée entre autres par notre camarade Matthieu Guillemot

organisait une réunion d'information et de débat sur la gestion de l'eau à la veille de la fin ou du renouvellement de contrat avec Veolia. Près d'une quarantaine de personnes, essentiellement des Carhaisiens, sont venus participer à ce début de soirée. Après une excellente introduction de Thibaud (ouvrier licencié de chez Veolia) expliquant l'histoire de la « privatisation » de l'eau en France et les tentaculaires multinationales comme Veolia ou Suez gavées de profit, Alain, militant du NPA à Quimper et membre actif de l'association Eau Secours 29, a expliqué en détail la lutte – perdue – pour la remunicipalisation de l'eau, et les combats que mènent l'association au plus près des habitants dans les quartiers mais aussi sur le plan juridique, grâce à une expertise du dossier très pointue. Enfin Daniel, adjoint au maire de la petite commune de Motreff, a parlé de l'implication des élus dans la régie municipale mais également des craintes pour l'avenir (loi NOTRe). Il s'en est suivi un débat où, de l'avis du plus grand nombre, la population devrait être consultée par référendum et l'eau revenir au domaine public car c'est un bien universel et non une marchandise. Après une pause casse-croûte, la soirée s'est poursuivie avec Sandra Cormier et Philippe Poutou qui ont animé la réunion publique du NPA en présence d'une cinquantaine de participants, dont des camarades du 22, 35 et bien sûr du 29... Si Sandra a axé sa présentation sur les enjeux climatiques, l'écologie anticapitaliste et les mobilisations autour de la COP21 qui s'annonce déjà comme un grand mensonge, notre camarade a insisté aussi avec justesse sur les menaces (réelles) qui pèsent sur NDDL et la ZAD... Philippe a développé sur les

mobilisations sociales et la répression contre le mouvement ouvrier et syndical, la politique libérale et antisociale d'une « gauche » de droite qui ne fait que faire fructifier une extrême droite aux aguets et l'horreur de la situation tragique des migrants. Des raisons supplémentaires, nous a-t-il dit, pour s'atteler à la nécessité de construire et développer un outil (un parti) pour les exploités et les opprimés et réaffirmer l'actualité de l'anticapitalisme. Au final, deux réunions qui permirent bien des échanges (avec un regret pour certains : l'absence du NPA aux régionales) dans la salle ou autour d'un verre par la suite, dans la fraternité et la convivialité. À renouveler partout en Bretagne.

## Initiative

# Vers la réunion nationale des comités

Les 7 et 8 novembre prochain aura lieu en région parisienne la deuxième réunion nationale des comités du NPA.

**L**a première édition, en décembre 2013, avait répondu à l'objectif d'avoir un lieu d'échange et de partage d'expériences, apprécié de la plupart des participantEs. Malgré les tâtonnements et l'insatisfaction parfois exprimée sur le choix des thèmes soumis à la discussion, le bilan en avait été positif et nous en avions conclu que cette expérience demandait à être renouvelée.

Dans le contexte d'attaques redoublées de la part des classes dominantes, menées par un gouvernement se présentant comme de gauche, alors que la droite s'empare jour après jour des thèmes de campagne d'un FN candidat au pouvoir qui pourrait emporter dans les prochaines semaines une ou deux régions ; alors que la conférence sur le climat va entériner une incapacité des gouvernements et des bourgeoisies à répondre au défi pour la planète que représente le dérèglement climatique généré par l'activité humaine ; alors que le racisme, l'homophobie, les attaques contre les droits des femmes, continuent de gangréner la société, cette rencontre doit

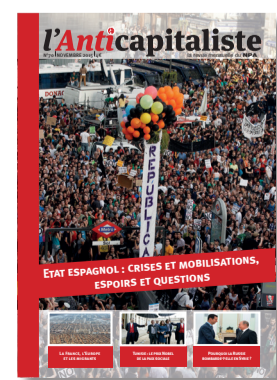
permettre d'échanger, de débattre et de construire les conditions d'une activité renforcée du NPA. Pour lui permettre d'être utile à sa classe, d'animer les luttes, les ripostes nécessaires, de porter encore plus fort des objectifs de transformation sociale, de rupture avec le capitalisme.

Pour ce faire, les discussions s'organiseront autour de trois grands thèmes. D'abord l'intervention des comités et la construction du parti, en s'appuyant sur les expériences de plusieurs comités dans la mobilisation au côté des migrantEs, dans les luttes des salariéEs de la santé, ou à Air France contre les suppressions de poste et les sanctions. L'urgence climatique sera au cœur d'une deuxième partie avec l'objectif d'en saisir les grands enjeux, de réfléchir aux moyens de « changer le système, pas le climat » et de préparer la mobilisation à l'occasion de la tenue de la COP21 à Paris à la fin du mois. Enfin, les représentants des comités auront à réfléchir aux moyens d'améliorer le fonctionnement du NPA, de ses instances et de ses médias.

De quoi animer bien des discussions...  
**Côme Pierron**

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°70 est disponible



**L'Anticapitaliste**  
Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

### L'Anticapitaliste

2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.  
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Exposition



# « Picasso Mania »

Jusqu'au 29 février au Grand Palais à Paris

Une tonifiante mise en regard de 100 peintures et sculptures de Pablo Picasso (accrochage dense façon atelier d'artiste), et 300 œuvres d'artistes contemporains, disciples, admirateurs ou détracteurs, qui se sont positionnés par rapport à l'artiste pour le réinterpréter, l'idolâtrer, ou le démystifier.



Vue de l'exposition. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Une exposition qui offre une profusion de regards d'approche sur l'artiste, son œuvre, son image, son influence. On y trouve, en vrac :  
 – L'étude stylistique purement formelle de portraits picassiens chez Andy Warhol ou pop chez Roy Lichtenstein ;  
 – L'hommage rendu à l'artiste chez Jean-Michel Basquiat, admirateur de sa peinture « africaine » qui lui emprunte sa manière et scande obsessionnellement son nom ; dans les citations de Erro ou encore dans la série *Les Saisons* de Jaspers Johns qui troque à l'occasion Duchamp pour Picasso comme figure tutélaire ;  
 – L'admiration de l'homme assorti de la démystification de la star, chez Martin Kippenberger, animateur de la scène berlinoise des années 80 qui détourne avec

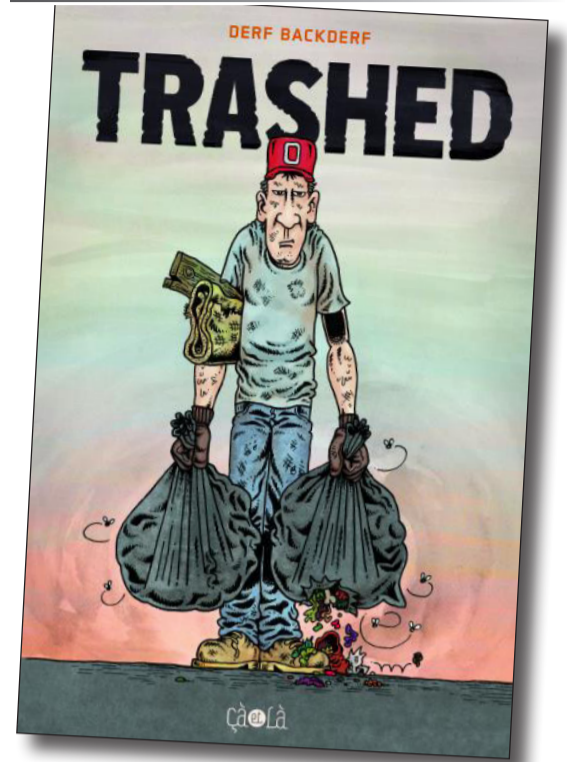
ironie des images très humaines : autoportrait au slip kangourou et portrait de Jacqueline ;  
 – La référence aux grands mythes picassiens : *Guernica* et l'engagement politique de l'artiste, illustré ici par le très militant Leon Golub et plus curieusement par Adel Abdessemed ; l'art « africain » et *les Demoiselles d'Avignon* revisités par Sigmar Polke, ou par des artistes afros-américains, l'exubérant Robert Colescott dans *les Demoiselles*

d'*Alabama* ou la féministe Faith Ringgold ;  
 – La source d'inspiration, dans les réinterprétations cubistes à l'aune des nouvelles technologies de David Hockney ; le souffle d'une totale liberté, l'érotisme dans l'œuvre de George Condo qui clôt l'exposition ;  
 – Ou même, pour faire bonne mesure, le Picasso précurseur suggéré, dans ses dernières œuvres très libres, du Bad Painting, de la Figuration libre ou du

néo-expressionnisme allemand, de Georg Baselitz, etc, en somme du retour à la figuration et à la peinture ;  
 – L'empreinte dans tous les médias : peinture mais aussi sculpture avec Maurizio Cattelan et quelques belles vidéos : les interviews flash des artistes à qui Pablo Picasso a donné envie de créer, et ceux d'enfants parlant de *La femme qui pleure* de Rineke Dijkstra ;  
 – Le phénomène de starification de l'artiste, figure politico-mondaine. Le mythe de Picasso investit toutes les formes de communication : le cinéma de Jean-Luc Godard, la publicité de la marque de voiture, l'organisation humanitaire.

Hommages, idolâtrie ou dérision, exercices purement formels, ou influences profondes sur l'art contemporain : un mélange hétéroclite, forcément incomplet, un parti pris éditorial ambitieux qui veut trop embrasser et étirent mal. Une exposition intéressante où la Mania a tendance à prendre un peu trop le pas sur Picasso.  
**Ugo Clerico**

BD



## Trashed, scénario et dessin de Derf Blackderf

Éditions CaetLà, 2015, 20 euros

« Imagine l'économie comme un immense tube digestif. Et nous on est là, devant le trou du cul du libéralisme à nettoyer... » Après *Mon ami Dahmer* (primé à Angoulême) qui contient les années lycée au fin fond de l'Ohio et le lent basculement dans la folie meurtrière d'un ami, Blackderf revient avec un récit truculent et au vitriol de l'« *american way of life* ». Quel meilleur poste d'observation en effet que l'arrière d'un camion poubelle ? Sauf que J.B., notre héros, n'est pas journaliste et se retrouve là pour gagner son pain comme ses camarades de travail.

J.B. et Mike, deux potes de lycée, travaillent donc comme éboueurs. Leurs conditions de travail sont terribles, sous la pluie, la neige ou sous un soleil de plomb. L'auteur ne nous épargne rien du regard des autres sur ce métier souvent méprisé et des relations compliquées que cela implique. Entre chiens errants et habitants à l'esprit dérangé, entre sacs-poubelles mal fermés et décharge à ciel ouvert, c'est l'arrière-cour d'un système en décomposition qui nous est révélé de case en case. Mais le propos est toujours rempli d'humour et de compassion, les gags nombreux, et les portraits d'une administration bureaucratisée et corrompue hilarants.

Au fil des pages, c'est un peu l'état de notre humanité quotidienne, l'illogisme du système dans lequel on vit et l'avenir des êtres humains sur cette planète qui se font jour. On passera ainsi de la surconsommation à la crise des « subprimes » et aux expulsions expéditives des familles à la rue. Jouets d'enfants, photos de famille, meubles générationnels, objets de souvenirs... des vies entières sur le trottoir. Un drame économique et humain que les éboueurs ne peuvent ignorer pas plus que le gaspillage alimentaire et l'obsolescence programmée des produits qui remplissent l'arrière de leur camion affectueusement surnommé « Betty ». D'ailleurs, le chapitre consacré à la journée des « encombrants » vaut tous les précis écologistes, ainsi que le prologue et l'épilogue très documentés sur l'étendue des dégâts et l'urgence pour la planète de changer de modèle.

Le style de dessin au trait rond de Derf Backderf, atypique et très personnel, convient à merveille au ton délibérément humoristique du récit, avec une petite constante sarcastique bienvenue. Le graphisme s'inscrit ainsi dans la lignée des meilleurs comics underground, à la fois souple et grinçant. Va quand même pas encore être primé, le bougre ?  
**Sylvain Chardon**

Roman

# Burn out, Mehdi Meklat et Badrounine Saïd Abdallah

Éditions du Seuil, 2015, 16 euros

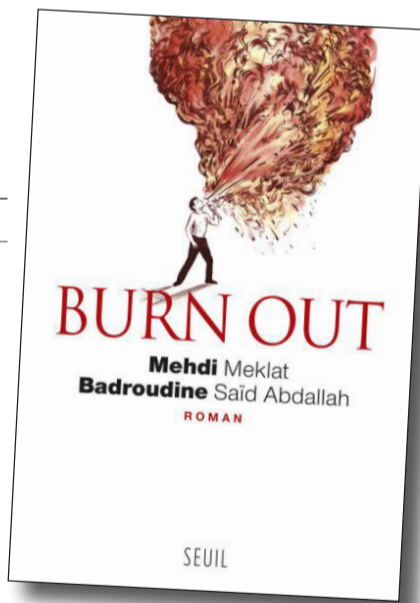
Un premier roman contre « l'oubli permanent dont se nourrit l'actualité »... Le premier roman de jeunes écrivains prometteurs, Mehdi Meklat et Badrounine Saïd Abdallah, est fondé sur le geste fort d'un homme : à 41 ans, Djamel Chaar est chômeur et apprend que ses droits aux indemnités chômage ne seront pas renouvelés ; et le 14 février 2013, il se donne la mort en s'immolant devant le Pôle emploi de Nantes.

En plus de rappeler que le chômage tue, ce roman propose habilement une mosaïque de regards saisissants sur cet homme, devenu dans la fiction un clown ! Oui, un clown, un comédien professionnel du rire qui prend, au fil de l'histoire, des allures de clown triste, cassé par la fermeture de l'usine où il travaillait et l'usure du chômage. Parce que dans cette histoire, Djamel a tout quitté, sa famille, le cirque, son pays natal, l'Algérie, pour venir en France retrouver la femme qu'il aime, celle qu'il a appris à aimer à travers un « chat » et une webcam.

Le style est tonique et la langue sans détours. L'originalité est d'avoir osé casser la linéarité du récit en brouillant la temporalité, en démultipliant les points de vue narratifs et en intercalant des documents de presse

(entre autres). Loin d'une reconstitution, les deux auteurs proposent une navigation troublante dans des espaces mentaux qui témoignent des violences de cette bonne vieille société capitaliste. Du père de la femme de Djamel aux salariés du Pôle emploi en passant par le ministre du Travail, tout y passe, sans filtre ni complaisance : racisme ordinaire, ambition des puissants, exploitation... Mais ce

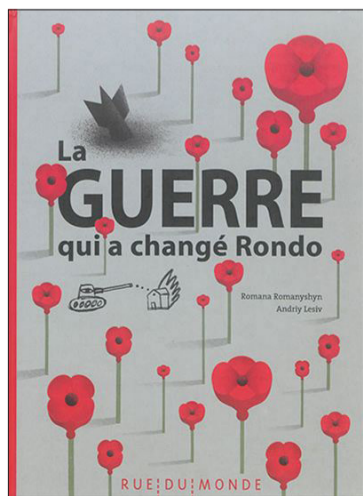
premier opus, car oui la langue a du flow, ne s'arrête pas à un simple état des lieux flippant ou anxiogène, il crache des petites flammes de révoltes bien senties au milieu du bruit médiatique.  
**Fanny Gayard**  
 1 – Olivier Neveux, *Politiques du spectateur, les enjeux du théâtre politique aujourd'hui*, Éditions La Découverte, 2013, p.111.



## Littérature enfants

### La guerre qui a changé Rondo

Textes et illustrations de Romana Romanyshyn et Andriy Lesiv, Rue du Monde, 16 euros. À partir de 6 ans.



La guerre est tellement présente dans l'environnement médiatique de nos enfants qu'avec cet album, voilà une occasion pour en parler et de se demander que faire. Les deux auteurs, ukrainiens, l'ont vécue de l'intérieur, cette guerre, dans leur pays, et ils veulent montrer aux enfants l'horreur mais aussi l'espoir.  
 « La guerre n'avait pas de cœur », alors les trois héros du livre

s'attaquent à elle avec une machine à lumière pour faire disparaître l'obscurité dans laquelle la guerre a plongé le monde. Et ça marche ! Pas de niaiserie béate ni d'angélisme, et des arguments compréhensibles par les enfants. Les héros garderont les séquelles de la bataille mais ils gagneront. Ne pas baisser les bras, se battre contre l'horreur, nous ne pouvons qu'approuver ce message.  
**Catherine Segala**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44

# BEN BARKA « Pour faire justice, il faut cesser de se cacher derrière la prétendue raison d'État »

**Entretien.** Historien et spécialiste du Maghreb colonial, cinquante ans après les faits, René Gallissot revient sur la « disparition » de Mehdi Ben Barka.



DR

## Comment dépeindre aujourd'hui Ben Barka ?

Pour dresser un portrait politique de Ben Barka, on peut partir de la manifestation de ce 31 octobre à Paris, la Marche pour la dignité et contre le racisme où, parmi les milliers de manifestants, femmes et hommes des quartiers populaires, on pouvait voir un portrait de Mehdi Ben Barka. Évidemment cette présence était liée à la célébration, l'avant-veille, du 50<sup>e</sup> anniversaire de sa disparition, mais on peut le voir comme un signe politique adressé aux jeunes des villes prolétaires, comme l'actualité de la pensée politique de Ben Barka dans les luttes d'aujourd'hui.

L'action politique de Ben Barka s'emploie d'abord à gagner l'indépendance du Maroc, reconnue par la France en 1956 alors que dure la guerre coloniale en Algérie. Président de l'Assemblée nationale consultative, Ben Barka est à Rabat et fait campagne pour un régime démocratique dans lequel le gouvernement est placé sous la responsabilité de l'Assemblée élue. Il s'oppose ainsi à Hassan II. Rompant avec l'Istiqlal qui se rêve parti unique, il devient le leader du combat démocratique en fondant le parti de l'Union nationale des forces populaires qui donnera naissance plus tard à l'Union socialiste des forces populaires.

Se réclamant du socialisme, Mehdi Ben Barka soutient un projet de développement national par la nationalisation de la banque d'État et par des offices publics, la restitution aux paysans des biens usurpés par la colonisation. En 1960, Hassan II écarte la gauche du gouvernement. Mehdi Ben Barka s'appuie sur la jeunesse et le syndicalisme, et entend généraliser l'école pour les filles et les garçons. Il est un des rares leaders politiques à ne pas s'enfermer étroitement dans son seul nationalisme.

## Comment s'inscrit son combat dans l'époque ?

Il est d'abord le partisan d'un Maghreb fédéré pour mettre fin à la guerre en Algérie et trouver une solution à la question des frontières et du Sahara. En 1963, la guerre dite des sables entre le Maroc et l'Algérie, à laquelle il s'oppose, lui vaut une première condamnation à mort et l'exil. Sous accusation de complot, une seconde condamnation à mort suivra, illustrant la force de l'opposition royale à sa voie démocratique. Hassan II s'approprie le nationalisme qui serait un monopole royal, et s'appuie sur un fondamentalisme islamique. « Lui ou moi » laisse dire Hassan II.

L'action de Ben Barka s'inscrit dans la situation mondiale des années 1950-60, point culminant des luttes anticoloniales, anti-impérialistes, internationalistes. Le 14 juillet 1958, est proclamée à Bagdad une république d'Irak plurielle et fédérale pour les minorités, et la victoire de la révolution cubaine en 1959 retentit comme un exemple pour le tiers

monde. Ces luttes combinent à ce moment luttes de libération nationale et luttes sociales. Le tour de force de Ben Barka est de prendre la tête de ce rassemblement des mouvements des trois continents sans se subordonner ni rompre avec l'URSS et la Chine. C'est la marche vers la création de la Tricontinentale, conférence de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui doit tenir congrès en janvier 1966 à La Havane. Son programme prévoit de relier tous les mouvements de luttes pour l'indépendance au-delà du cadre de la Conférence de Bandung de 1955, de développer la solidarité entre pays du tiers monde, d'être une des composantes d'une révolution mondiale, de lutter contre l'apartheid (notamment en Afrique du sud), contre la globalisation, l'impérialisme, le colonialisme et le néolibéralisme. L'absence de Ben Barka, « disparu » depuis le 29 octobre 1965, pèsera lourdement sur l'avenir de la Tricontinentale qui ne tiendra pas sa deuxième conférence prévue en 1968 à Cuba.

## Et donc quelles sont les motivations de cet assassinat ?

Comme chaque fois, journalistes et agitateurs politiques font joujou avec les interprétations des accusations internationales, les accusations de complots et l'histoire dite secrète qui dispense d'une analyse politique, ou vers l'accumulation des faits divers, celle d'opérations de truands, qui cachent l'exécution d'un crime d'État. L'enlèvement de Ben Barka répond à une décision d'Hassan II qui met à profit les concours de services des États complices dans les alliances qui lui servent. La CIA a ses entrées au Palais. Elle suit Ben Barka pour son action pour la Tricontinentale, aussi laisse-t-elle agir Hassan II. Ex-officier à la Résidence française devenu général marocain, Oufkir continue à recourir aux services secrets de l'État d'Israël, notamment chargés de la surveillance de Ben Barka à Genève et à Paris, y compris pour être reçu à l'Élysée. Le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) est en liaison avec les services royaux du Maroc et est au courant un mois avant d'une opération à Paris concernant Ben Barka.

À partir de là, les détails du déroulement de l'enlèvement et de l'assassinat importent peu. C'est le cadavre qui manque. Selon la formule de Daniel Guérin, « ce mort aura la vie dure ». Gouvernements, journalistes, médias ont concentré l'attention sur les agents de l'opération, personnages secondaires (Figon, Lopez, Souchon, etc.) et tristes exécutants. Jusqu'à aujourd'hui « l'affaire Ben Barka » met Figon au premier plan, comme l'a fait l'Express.

Si De Gaulle pense plus que pis d'Hassan II, lors de la campagne présidentielle face à Mitterrand qui prétend qu'il fera la vérité sur l'enlèvement, il n'en fixe pas moins les limites d'implication du côté français.

C'est la barre à ne pas dépasser qui vaut jusqu'à aujourd'hui. Lors de sa conférence de presse du 21 février 1966, De Gaulle affirme : « Du côté français, que s'est-il passé ? (...) Ce qui s'est passé n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne ». Pourtant, il est indéniable que le SDECE a assuré l'intendance, et que le ministre de l'Intérieur Roger Frey a couvert la disparition et l'assassinat, en ayant connaissance des allées et venues des responsables marocains (Dlimi, Oufkir) présents à Paris et des vols d'avions vers le Maroc. Coupable de complicité en cachant pendant trois jours la disparition.

## Cette complicité dure-t-elle encore ?

Oui. Depuis cette époque, les positions n'ont guère varié. Il s'agit d'un jeu de balançoire entre les gouvernements français et marocains. Côté français, c'est une affaire « marocaine ». Pour les autorités marocaines, il s'agit d'une affaire française... C'est dans cette scandaleuse logique que s'inscrit le récent accord franco-marocain amendant la Convention d'entraide judiciaire entre la France et le Maroc. L'accord prévoit qu'un juge français chargé d'enquêter sur une infraction commise au Maroc devra prioritairement se dessaisir au profit de la justice marocaine, cela même si la victime est française, et même en cas de torture.

Les refus successifs des gouvernements des deux côtés de la Méditerranée de reprendre réellement

l'instruction de « l'affaire Ben Barka » illustre la continuité d'une complicité entre le Palais royal et les gouvernements de la République française. Les commissions rogatoires internationales ne sont pas exécutées au Maroc. Malgré les déclarations présidentielles, le « déclassement du secret-défense » des archives des services spéciaux français reste en suspens. La CIA n'a fait qu'un déclassement partiel, et les témoignages des chefs des services israéliens multiplient des versions différentes, que recopient des journalistes.

Plus que jamais, en cette période de reculs sociaux, de contre-révolution, c'est le silence, la soumission à la barre « du vulgaire et du subalterne », cette complicité qu'il faut rompre. La vérité est connue, et pour faire justice, il faut cesser de se cacher derrière la prétendue raison d'État.

**Propos recueillis par Robert Pelletier**

## Références

- Le livre le plus complet, celui de l'avocat Maurice Buttin, *Ben Barka, Hassan II, De Gaulle, ce que je sais d'eux*, Karthala, 2010.
- Réédition : Mehdi Ben Barka, *Écrits politiques 1957-1965*, préface de François Maspéro et introduction de René Gallissot, Syllepse, 1999.
- **Vient de paraître :** Mehdi Ben Barka, *50 ans après*, préface de Bachir Ben Barka, introductions de René Gallissot et Maurice Buttin, Association Sortir du colonialisme, Les Petits Matins, 2015.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



### ATHÉES-APOSTATS.

Depuis le début de l'année, quatre

blogueurs bangladais ont été assassinés, dont Avijit Roy, écrivain américain d'origine bangladaise. Samedi, deux maisons d'édition ont été visées. La branche d'Al-Qaeda dans le sous-continent indien, Ansar al-Islam, a revendiqué ces attaques sur Twitter. « Ces deux athées-apostats avaient publié des livres qui attentent à l'honneur du Prophète et raillent l'islam », a affirmé le groupe.

Faisal Arefin Dipan, 43 ans, des éditions Jagriti, a été retrouvé assassiné à la machette dans son bureau à Dacca. Quelques heures plus tôt, son confrère Ahmedur Rashid Tutul, directeur des éditions Suddhaswar – qui avait lui aussi publié des livres d'Avijit Roy –, le blogueur Ranadipam Basu et le poète Tareq Rahim avaient été gravement blessés dans une attaque à main armée.

Le ministre de l'Intérieur, Asaduzzaman Khan Kamal, a minimisé ces attaques, parlant « d'incidents isolés » comme il en arrive dans d'autres pays », expression déjà utilisée lors du meurtre de deux étrangers, en octobre, qui avaient été, eux, revendiqués par l'État islamique. Le gouvernement, qui dément toute présence de l'EI sur son sol, est très critiqué pour sa difficulté à élucider les meurtres d'intellectuels.

Dimanche, un autre éditeur, Farid Ahmed, assurait au site Dhaka Tribune avoir reçu une menace de mort le matin même via Facebook : « Tu as publié beaucoup de livres d'athées, ce qui représente un grave péché. Prépare-toi à la mort. »

« Bangladesh : le meurtre d'un éditeur revendiqué par Al-Qaeda », Laurence Defranoux, *Libération*, 1<sup>er</sup> novembre 2015.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR432254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)